

la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Bureau de dépôt Bruxelles 7

PRIX: 1,50 EURO
51^E ANNEE • OCTOBRE 2007

#33

Comprendre le monde pour le changer

BHV

TRANSFERTS

FACILITÉS

SCISSION

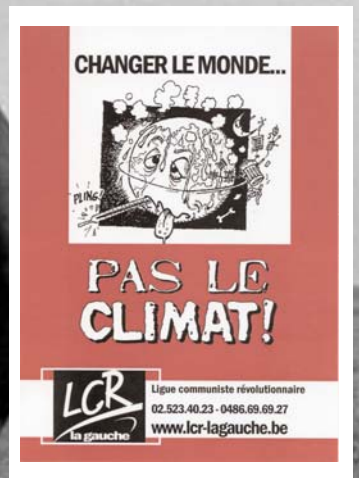
LEUR CRISE N'EST
PAS LA **NÔTRE!**

© 2007 David Dessiers - Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

RECOMPOSITION:
politique et stratégie



Changer le monde **PAS LE CLIMAT!**



**Nos vies et la
planète valent plus
que leurs profits!**

Une campagne de la LCR (voir en page 8)

A l'heure où nous écrivons ces lignes, Yves Leterme endosse à nouveau son rôle de formateur d'un gouvernement Orange-bleu. Le Palais - nouvelle démonstration que notre monarchie n'a rien d'un régime d'opérette - montrait ostensiblement des signes d'irritation tandis que la FEB piaffait d'impatience de voir en Belgique une politique antisociale menée à la hussarde comme en France. La première audition ayant été un cuisant échec impliquant de longues tractations avant de recoller les morceaux entre les partenaires-adversaires, Leterme n'a donc plus droit à l'erreur sous peine de voir la récente crise politique se transformer en une véritable crise de régime. Ça passe ou ça casse.

Comme nous l'analysons dans ce numéro, la classe dominante veut composer un gouvernement de droite homogène et offensif, mais elle est divisée sur la nature exacte de l'instrument étatique qui mènera cette offensive. La " querelle communautaire ", pour cette classe dominante et ses élites politiques, ne se résume qu'à cela : d'accord avec le menu et

le collimateur lorsqu'on évoque une " croissance réaliste " de ses dépenses au regard de l'objectif affiché d'un retour à l'austérité budgétaire. La limitation dans le temps des allocations de chômage vient également sur le tapis via la diminution graduelle des allocations. Sans oublier une réforme annoncée des administrations publiques, autrement dit leur " dégraissage " drastique par le non-remplacement des départs naturels - une demande rituelle de la FEB, tout comme l'imposition d'un service minimum en cas de grève également évoqué lors du premier round des négociations. La place des syndicats dans la " concertation sociale " est par ailleurs, si pas remise en cause, sensiblement mise à mal par une série de mesures évoquées.

Le reste est à l'avenant : aucune politique écologique ambitieuse, au contraire puisqu'on envisage l'approfondissement de la libéralisation du secteur de l'énergie, socialement désastreuse, et le report de la fermeture des centrales nucléaires. Quant aux questions démocratiques; on nous annonce carrément une " intensification " des lois antiterroristes liberticides, un refus de

Préparer la RIPOSTE!

la sauce mais avec quelle fourchette manger les droits et les conquêtes sociales ?

Les questions sociales et économiques ont largement été occultées par la " querelle communautaire ", mais la première tentative de former un gouvernement Orange-bleu à laissé transpirer un avant-goût de ce qui nous attend du côté de ce menu. Il s'agit bien entendu en premier lieu d'assumer une certaine continuité avec l'ère Verhofstadt : du miel pour les patrons, de l'huile de ricins pour les salariés et les allocataires sociaux ! La poursuite de la réduction des charges patronales, la " modération " salariale, l'" activation " des chômeurs et le renforcement de leur contrôle, l'augmentation de la flexibilité et de la précarité - notamment par l'assouplissement et l'extension des heures supplémentaires, du travail intérimaire et des titres-services - tout cela sera à coup sûr à l'ordre du jour.

Mais une certaine " rupture " est palpable. La Sécu est dans

toute régularisation collective - on enfermera d'ailleurs toujours des enfants dans les centres fermés et les expulsions "forcées mais humaines " (sic) se poursuivront. De ce côté-là, on ne peut pas dire que l'imagination sera au pouvoir.

La crispation sur les questions communautaires a été tellement aiguë que la pression n'en sera que plus forte dans le probable futur gouvernement pour trouver un consensus, un ciment solide autour d'une telle politique. Une politique qui fera mal, très mal, alors que les gens ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts, que les coûts de la vie, du logement, des transports et des aliments de base ne cessent d'augmenter.

L'heure est donc à la résistance et à la préparation de la riposte la plus unitaire et la plus large possible entre toutes les forces syndicales et politiques progressistes. Vu leur place et leur poids, les organisations syndicales doivent en prendre l'initiative, sans exclusive. ■

la gauche

Journal de La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, ex-POS) - Quatrième Internationale -
Bi-mestriel édité par la Formation Léon Lesoil

ÉDITEUR

RESPONSABLE: David Dessers

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél:02 523 40 23 //Email: lagauche@sap-pos.org //

Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Sébastien Brulez, Jean Bélisaire, Céline Caudron, Mireille Court, David Dessers, Chris Den Hond, Francis Houart, Frederic Lehembre, Frédéric Lévêque, Matthias Lievens, Ataulfo Riera, Daniel Tanuro.

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".



Les équilibres écologiques peuvent-ils être rétablis sans sortir des mécanismes de marché ? Les thuriféraires du capitalisme veulent y croire et citent des exemples d'application réussie de leurs recettes libérales, notamment aux Etats-Unis. A les entendre, l'octroi de "droits de polluer" échangeables sur le marché mondial permettrait même de relever sans douleur le grand défi de ce siècle - le changement climatique. Dans les associations environnementales, on compte sur les doigts d'une main celles et ceux qui contestent fondamentalement cette stratégie. Le contexte idéologique tend plutôt à favoriser les courants qui, au nom du réalisme et de l'urgence, misent sur l'émergence d'un "capitalisme vert". Lorsqu'on prend la peine d'examiner les expériences concrètes, c'est pourtant dans l'autre sens que pointent les conclusions : les mécanismes de marché sont non seulement socialement injustes, mais aussi écologiquement moins efficaces que les mesures de contingentement, et ce pour des raisons structurelles qui tiennent à la nature même de la marchandise. PAR DANIEL TANURO*

Comment les mécanismes du marché pourrissent le climat

Deux types de mécanismes de marché peuvent être mis en oeuvre dans le cadre d'une politique environnementale : les écotaxes et le commerce de droits d'émission contingentés. Les deux systèmes font intervenir la notion d'externalité, autrement dit la nuisance environnementale dont le coût pour la collectivité n'est pas pris en compte par les propriétaires de moyens de production. Les deux systèmes impliquent aussi que l'Etat fixe les règles du jeu. Dans le cas de la taxe, l'Etat détermine le coût de l'externalité et le résultat environnemental dépend du comportement des acteurs économiques (ils peuvent choisir de payer la taxe plutôt que d'investir pour réduire les émissions). Dans le cas de l'échange de droits d'émissions, c'est le contraire : l'Etat fixe les plafonds d'émission, distribue les droits aux pollueurs, et le prix de l'externalité varie sur le marché en fonction de divers facteurs tels que l'efficacité des procédés, la conjoncture économique, la météo, etc.

En principe, la fixation de plafonds d'émission est préférable du point de vue environnemental. Les néolibéraux purs et durs plaident d'ailleurs en faveur de la taxe, en faisant valoir notamment que la gestion des quotas est lourde, nécessite des contrôles en entreprises, etc. tandis que la taxe "travaille toute seule". Dans un certain nombre de dossiers comme le réchauffement global, où le sérieux de la menace écologique ne pouvait décemment pas ne pas être pris en compte, l'incertitude sur le résultat environnemental de la taxe a pourtant fait pencher la balance en faveur des quotas. Cependant, le dogme néolibéral étant allergique à

toute approche qui ressemblerait de près ou de loin au "Command and Control", on imagina de combiner la fixation de quotas avec la distribution de droits d'émission échangeables sur le marché ce qui, quoi qu'en disent les textes officiels, revient bel et bien à distribuer des droits de propriété semi-permanents sur les ressources⁽¹⁾. Nous nous concentrerons ici sur l'analyse de ce mécanisme (dit "cap and trade"), tel qu'il a été mis en oeuvre aux Etats-Unis d'abord, en Europe ensuite, et tel qu'il pourrait être déployé demain au niveau mondial.

Le vrai bilan du "cap and trade" aux USA

Une des premières expériences de "cap and trade" outre-Atlantique avait pour but d'éliminer le plomb dans l'essence. Comme on le sait, le plomb pose de graves problèmes de santé publique : hypofertilité, avortement spontané, malformation du fœtus, atteintes au système cérébral. Les avocats du marché peuvent certes affirmer que l'objectif a été atteint : les voitures aux USA, comme ailleurs, roulent dorénavant à l'essence sans plomb. Mais cet exemple ne démontre pas vraiment l'efficacité du marché puisqu'il a fallu pas moins de vingt-trois ans pour parvenir à ce résultat. A titre de comparaison, le plomb a été éliminé de l'essence en dix ans au Japon et en trois ans... en R.P. de Chine, par des mécanismes de régulation classiques⁽²⁾.

C'est surtout dans la lutte contre les pluies acides que le système des droits échangeables a acquis ses titres de noblesse aux yeux des libéraux. Très dommageables aux écosystèmes, les

pluies acides sont dues largement aux émissions d'oxydes de soufre (SOx) et d'azote (NOx) par les centrales électriques utilisant le charbon comme combustible : les oxydes réagissent avec la vapeur d'eau des nuages pour former des acides qui retombent en pluie sur les reliefs.

En 1990, le législateur américain adopta un "Acid Rain Program" (ARP)⁽³⁾, stipulant que les producteurs d'électricité devraient réduire leurs émissions de SOx et de NOx de 50% par rapport à 1980, par le truchement de permis d'émission échangeables. En 1995, une série de grandes unités très polluantes reçurent leurs permis en même temps que l'obligation de parvenir en 5 ans à un premier seuil de réduction agrégée. Cinq ans plus tard, des permis étaient distribués à toutes les centrales, avec obligation de ne plus émettre que 9 millions de tonnes de polluants (à peu près 50% du volume de 1980). Chaque producteur pouvait vendre les permis d'émission dont il n'avait pas besoin, ou les capitaliser pour les vendre plus tard. Aucune norme technologique n'était imposée.

Les défenseurs du marché crient victoire : non seulement les émissions ont diminué de 50%, mais en plus le marché aurait permis de réduire le coût de la désacidification de 30% par rapport à un scénario de contingentement classique. On serait donc en présence d'un bilan "win-win-win" -profitable à l'économie, à la collectivité et à l'environnement. Pourtant, cette image est trompeuse. Premièrement, une partie substantielle de la réduction s'explique du fait que,

dès avant le lancement du plan, le charbon du Midwest, à faible teneur en soufre, était devenu plus compétitif que le charbon à haute teneur en soufre. Deuxièmement, un cinquième des réductions attribuées au Plan Pluie Acide avaient déjà été réalisées dans la décennie 80-90, notamment grâce à ce changement au niveau des caractéristiques du combustible. Troisièmement, les permis attribués la première année donnaient aux compagnies le droit d'émettre 8,7 millions de tonnes alors qu'elles n'en émettaient que 5,3: le respect des quotas n'a donc pas été trop difficile⁽⁴⁾ !

Quatrièmement, dans plusieurs Etats le système d'échange de droits a remplacé des législations... plus sévères, de sorte que les émissions, en réalité, auraient reculé plus vite sans l'ARP⁽⁵⁾. D'autant plus que, cinquièmement, de nombreux producteurs ont capitalisé leurs permis dans le but de faire monter les prix.

L'échange de droits est donc loin d'avoir prouvé sa supériorité environnementale à travers la lutte contre les pluies acides. Qu'en est-il du point de vue des coûts ? L'économie de 30% qui est revendiquée est très contestable, car elle est calculée par rapport aux évaluations ex ante des compagnies. L'American Power Electric Company avait ainsi misé sur un prix de 500\$/T de SOx alors que, pendant la plus grande partie du plan, ce prix oscilla entre 115 et 300\$/T, par suite de la baisse du cours du charbon⁽⁶⁾.

Quant au volet social, parlons-en: le vol-

ume de permis offerts la première année représentait environ deux milliards de dollars; la loi interdisait certes aux compagnies de répercuter cette valeur sur les prix de l'électricité (c'eût été un comble, les permis étaient gratuits !), mais les achats de permis et autres dépenses relatives à l'exécution du programme ont été mis à charge du public, via une augmentation des tarifs, tandis que le patronat recevait un joli cadeau.

Le système européen d'échange de droits, ou l'assiette au beurre libérale C'est par pure idéologie néolibérale que les négociateurs du Protocole de Kyoto (1997) ont voulu voir dans ce bilan un succès des mécanismes de marché et ont décidé en conséquence de recourir au "cap and trade" pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cette décision, jusqu'à présent, ne s'est concrétisée qu'à travers le système européen d'échange de droits d'émission (ETS) lancé en 2005 par l'Union. Mais, dans l'esprit de ceux qui l'ont conçu, cet ETS a pour vocation de s'élargir à la planète entière et la probabilité est grande qu'il en soit ainsi, moyennant certains aménagements. Voyons donc son fonctionnement de plus près.

L'ARP concernait 445 unités de production, l'ETS englobe 11.500 grandes entreprises (centrales thermiques, cimenteries, verreries, usines sidérurgiques). Mais le dispositif est très semblable. En début de période, chaque entreprise reçoit -gratuitement- un certain nombre d'unités d'émission de CO2. Ce nombre est négocié avec les gou-

vernements. Une fois validé par la Commission, il constitue le plafond des émissions autorisées. Ensuite, les entreprises informent annuellement les autorités de la quantité de CO2 émis et font vérifier ce chiffre par un auditeur indépendant. Pour chaque tonne de CO2, l'entreprise doit délivrer une unité d'émission. Si la quantité de CO2 dépasse le plafond, une pénalité est imposée (40 Euros/Tonne en 2005-2007, 100 Euros en 2008-2012). Pour l'éviter, les entreprises en dépassement peuvent acheter les unités d'émission mises en vente par les entreprises qui sont restées au-dessous de leur plafond.

L'ETS couvre deux périodes: 2005-2007 et 2008-2012. La seconde coïncide avec la première période d'engagement du Protocole, au cours de laquelle l'UE devrait réduire ses émissions de 8% par rapport à 1990. La première, qui vient de se terminer, était cruciale pour la mise en place du mécanisme. On peut déjà en dresser le bilan.

Comme dans le cas américain, la première année de l'ETS a été marquée par une sur-allocation de droits. Les industries concernées ont en effet émis 1785,3 millions de tonnes de CO2 en 2005, alors qu'elles avaient reçu un quota global de 1848,6 millions de tonnes. La Commission a feint de croire que la différence découlait des efforts du patronat, mais tout le monde sait que les gouvernements ont été laxistes dans l'attribution des quotas, pour ne pas nuire à la compétitivité. De ce fait, le prix de la tonne de carbone s'est effondré début



2006, passant en une semaine de 30 à 10 Euros/Tonne environ. Selon la doctrine, l'efficacité du système découlerait d'un prix du carbone élevé, incitant à investir pour réduire les émissions.

Dans la pratique, les entreprises qui en avaient besoin ont acheté à bon marché des droits de polluer tandis que celles qui avaient des droits à vendre ont réalisé une juteuse opération financière.

La sur-allocation est estimée à quelque 10%, ce qui signifie que des droits pour 170Mt ont été distribués qui n'auraient jamais dû l'être. En 2005, la vente de ces droits aurait rapporté 800 millions de livres sterling aux seuls électriciens britanniques⁽⁷⁾. Le producteur allemand d'électricité RWE aurait empoché de son côté 1,8 milliards d'Euros⁽⁸⁾. La libéralisation du marché de l'énergie a augmenté les possibilités de profit, en permettant aux entreprises de transférer leurs coûts sur les consommateurs. Selon la banque d'investissement UBS, la première phase de l'ETS a "probablement contribué à une hausse des prix de l'électricité de 10 à 20 Euros/mégawatt.heure, avec une redistribution très significative de richesse des consommateurs vers les producteurs, et entre les compagnies"⁽⁹⁾. L'ETS, c'est vraiment l'assiette au beurre. On comprend que de plus en plus de patrons américains espèrent pouvoir y tremper leur cuillère⁽¹⁰⁾.

Le marché du carbone, politique de gribouille

Et le climat dans tout ça ? Il est d'ores et déjà exclu que l'UE respecte l'objectif de 8% de réduction des émissions autrement qu'en achetant massivement des droits de polluer générés au Sud par les soi disant "mécanismes de développement propre" (MDP)⁽¹¹⁾. Au-delà de ce constat, et plus fondamentalement, il convient de noter que l'ETS ne peut qu'être encore moins performant écologiquement que l'ARP, parce que les architectes du système, dans leur zèle libéral, n'ont pas voulu admettre que l'élimination des SOx et des NOx d'une part, et celle du CO2 d'autre part, sont deux entreprises complètement différentes. Expliquons-nous.

L'élimination des oxydes est surtout un problème technique et, à la limite, tous les moyens sont bons. Peu importe donc qu'un droit X d'émettre une tonne de soufre provienne de la mise en oeuvre d'un procédé A ou B. Mais il n'en est pas de même dans le cas du CO2 fossile: éliminer les émissions implique l'abandon à terme du charbon, du pétrole et du gaz naturel, donc une véritable révolution énergétique et une réorganisation sociale, donc un plan stratégique. Dans le cadre de celui-ci, on ne peut exclure a priori de recourir sous certaines conditions à des mesures non structurelles (puits de carbone ou stockage géologique du CO2). Mais une tonne de CO2 absorbée par un puits de carbone (par exemple une plantation d'arbres) et une tonne de CO2 fossile non émise grâce à l'utilisation de l'énergie solaire en remplacement d'une centrale thermique n'ont pas du tout la même signification écologique: la première résulte d'une mesure temporaire qui ne résout rien fondamentalement, la seconde d'une mesure structurelle cohérente avec l'axe de la révolution énergétique, et par conséquent prioritaire. Or, cette priorité, le marché ne permet tout simplement pas de la formaliser. La raison est simple et découle de la nature même de la marchandise, donc de la loi de la valeur : en tant que marchandises, deux permis d'émettre une tonne de CO2 sont strictement équivalents en valeur et ne laissent rien transparaître de la qualité des processus qui les ont générés.

Le lien avec l'efficacité écologique ? Le voici: vu que planter des arbres est beaucoup moins coûteux et compliqué que de remplacer des centrales électriques par des dispositifs décentralisés de production électrique basés sur l'énergie solaire, le marché du carbone tend à orienter les investissements vers des mesures non structurelles, productrices de droits à bon marché, plutôt que vers la révolution énergétique indispensable. En d'autres termes, au lieu de favoriser la transition maîtrisée vers un nouveau système énergétique à bas carbone, et d'organiser cette transition selon une vision globale à moyen et long terme, l'ETS aiguillonne à l'aveuglette une ruée fébrile vers les droits d'émission les



moins chers, qui sont aussi les moins pertinents du point de vue stratégique. Avec le risque que de pseudo solutions de court terme viennent encore compliquer le problème climatique à résoudre dans les 50 ans. On ne peut exclure totalement que le capitalisme parvienne ainsi à stabiliser le climat, mais le chemin par lequel il y arriverait serait assurément le plus absurde qui se puisse imaginer, de sorte que le niveau de stabilisation serait fort éloigné de celui qui pourrait être atteint par une politique rationnelle. Inutile de dire que les travailleurs, les pauvres et les peuples du Sud feront les frais de cette gabegie.

Le recours au marché du carbone est une lamentable politique de gribouille. Cette réalité a été reconnue à mots couverts au terme d'une table ronde rassemblant des industriels et des politiques, en marge du sommet de 2005 du G8. La résolution adoptée à cette occasion dit en effet que "*Les scénarios d'échange d'émission sont moins susceptibles de stimuler des changements ou des percées technologiques majeurs*" que de favoriser une plus grande "effi-



science dans l'utilisation de l'énergie ou dans les processus de fabrication" de sorte que "d'autres programmes publics et privés sont nécessaires pour stimuler le développement et la commercialisation de technologie à bas carbone"⁽⁴²⁾. Ce jugement est assez proche de la vérité, à condition d'ajouter que le marché du carbone représente en soi un énorme gaspillage de compétences, de travail social et de ressources naturelles, de sorte qu'on ne peut vraiment pas créditer l'ETS du moindre mérite en matière d'efficacité énergétique⁽⁴³⁾.

Le désarroi théorique du libéralisme

Le réchauffement de la planète étant une affaire extrêmement sérieuse, certains porte-parole du système commentent à craindre que l'actuel bricolage climatique à la petite semaine finisse par soulever une vague de contestation du libéralisme, voire du capitalisme en tant que tel. On cherche donc des issues. A notre connaissance, la tentative la plus ambitieuse dans ce sens est celle du rapport Stern sur l'économie du changement climatique⁽⁴⁴⁾. Le danger des propositions avancées dans ce document

ayant été analysé ailleurs, on se contentera de pointer ici les contradictions théoriques inextricables dans lesquelles se débattent l'auteur et la "science économique" en général⁽⁴⁵⁾.

Comment amener le marché à prendre en compte des externalités dont le résultat catastrophique se déploiera pleinement dans un siècle ou plus ? Telle est la question que se pose Stern. La solution, selon lui, passerait par l'instauration d'un prix mondial du carbone reflétant le coût des dégâts attendus dans les deux siècles à venir en cas de scénario "business as usual". Pour éviter que ce coût soit sous-estimé, comme il l'est généralement, Stern introduit trois innovations : 1°) il opte pour un taux d'actualisation extrêmement bas ; 2°) il estime vaille que vaille le coût des dégâts infligés aux écosystèmes naturels ; 3°) il augmente le coût relatif des dégâts dans les pays du tiers-monde, en corrigeant arbitrairement les montants déterminés par la méthode de la "disposition à payer".

Ces innovations ont évidemment soulevé une tempête de contestations

chez les économistes: Stern gonflerait la facture du changement climatique, selon eux. Ecrite à l'intention des décideurs politiques, une note de synthèse de ces débats vigoureux exprime bien le désarroi théorique de ces milieux: "Les incertitudes qui entourent le changement climatique et les horizons de long terme qu'implique l'estimation de ses impacts signifient qu'il est quasiment impossible de prendre une décision purement économique concernant le niveau de stabilisation à atteindre et les actions à entreprendre pour y arriver"⁽⁴⁶⁾. C'est le moins qu'on puisse dire !

En réalité, c'est l'absurdité du calcul capitaliste basé sur le profit, en d'autres termes l'inadéquation complète de la loi de la valeur, qui transperce à travers ces lignes. Cette loi n'est pas une loi naturelle mais une loi sociale. Il suffit de la rejeter et la voie générale à suivre pour sortir du traquenard climatique apparaît comme une évidence. C'est ce qu'exprime à sa manière un physicien connu pour ses travaux sur les technologies climatiquement soutenables: "On me demande systématiquement ce que je peux dire de la faisabilité de tel ou tel projet, dit Robert Socolow. Je crois sincèrement que ce n'est pas la bonne question. Songeons à des problèmes comparables auxquels nous avons été confrontés dans le passé: des problèmes qui, comme celui-ci, semblaient si difficiles que chercher à les résoudre ne semblait même pas en valoir la peine. Prenez le travail des enfants par exemple. Nous avons décidé que nous ne l'accepterions plus. (...) Il y a cinquante ans, l'esclavage présentait aussi des caractéristiques de ce genre. (...) Puis un déclin s'est produit : tout le monde a reconnu que c'était intolérable (...). Cette décision avait bien entendu un coût social. Je suppose qu'elle a renchéri le cours du coton. Mais nous avons admis que, à partir du moment où nous voulions en finir avec ce système d'exploitation, c'était le prix à payer"⁽⁴⁷⁾.

Vice-président de la Carbon Mitigation Initiative fondée et financée par BP, Robert Socolow n'avait certainement aucune intention subversive en prononçant ces paroles. On perçoit d'ailleurs son plaidoyer pour que nous

admettions tous de "faire un effort". Mais le parallèle avec l'abolition de l'esclavage ou du travail des enfants est tout à fait pertinent : les discours sur la faisabilité du sauvetage du climat ne recouvrent en effet rien d'autre que l'acharnement "intolérable" à sauver les profits d'un "système d'exploitation" du travail et de la nature qui devrait être jeté aux poubelles de l'Histoire. ■

* Article à paraître également dans la revue "Contretemps", janvier 2008.

(1) David Victor, *The Collapse of the Kyoto Protocol and the Struggle to Slow Global Warming*, Princeton University Press, 2001. Les détenteurs de droit ont une autorisation légale d'émission ce qui implique, dans le cas du CO2, une forme d'appropriation semi-permanente sur le cycle du carbone. (2) Curtis A. Moore,

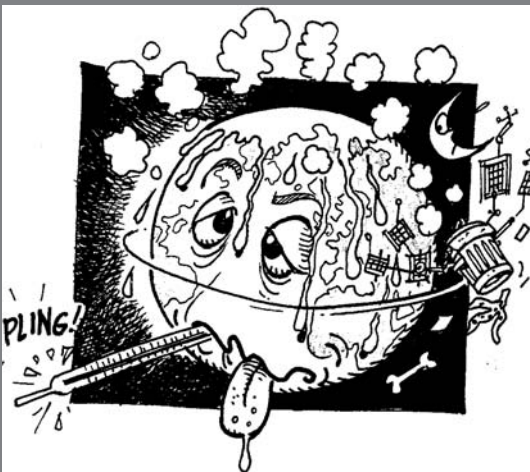
Marketing Failure : the Experience With Air Pollution Trading in the US, Health and Clean Air, 2004, http://healthandcleanair.org/emissions/marketing_failure.html (3) Titre IV du Clean Air Act Amendments (4) Denny Ellerman et al., *Emission Trading under the US Acid Rain Program*, Centre for Energy and Environmental Research, MIT

<http://web.mit.edu/ceepr/www/napap.pdf> (5) Lire l'excellent dossier réalisé par Larry Lohman: *Carbon Trading. A Critical Conversation on Climate Change, Privatisation and Power*, en particulier le chapitre III "Lessons Unlearned" dont de nombreuses données sont utilisées ici :

The Corner House <http://www.thecornerhouse.org.uk/summary.shtml?x=544225> (6) Larry Lohman, *op. cit.* (7) The Economist, 9/9/2006. (8) Larry Lohman, *op. cit.* (selon Point Carbon). (9) Cité par Larry Lohman, *op.cit.* (10) The Economist, 2/6/2007. (11) Rappelons que la fraude, la corruption et les effets d'aubaine sont tels sur ce

marché qu'au moins 20% des droits ne correspondent à aucune réduction réelle. Lire Nick Davies, *Truth about Kyoto : Huge Profits, Little Carbon Saved*, The Guardian, 2/7/2007. Des droits acquis à 1Euro/t sont revendus à 10Euros/t. (12) Larry Lohman, *op. cit.* (13) Dans le domaine de l'efficacité énergétique des bâtiments, par exemple, la Commission Européenne reconnaît les "imperfections du marché" mais n'en tire évidemment aucune conclusion, hormis l'intensification des mesures libérales: COM(2001)226 final, Exposé des motifs. (14) Nicholas Stern, *The Economics of Climate Change*. Consultable sur internet. (15) Daniel Tanuro, *Le rapport Stern ou la stratégie néolibérale face au changement climatique*, <http://www.lcr-lagauche.be> et sur ESSF: *Climat : qui va payer "l'échec sans précédent du marché" ?* (16) Simon Kyte, *The Economics of Climate Change*, Current Issues Note 15, Greater London Authority, mars 2007. (17) Cité dans *Quinze idées pour sauver le monde*, article publié sur www.planetpositive.ch

La LCR en campagne pour "Changer le monde, pas le climat !"



Le réchauffement climatique est une réalité maintenant indiscutable, et de plus en plus "visible". Les conséquences pour l'être humain se font déjà sentir: migration des populations menacées, regain des situations de sous-alimentation, extension de la zone de répartition de certaines maladies, etc. mais aussi aggravation de toutes les tensions sociales qui sont la conséquence de conditions de vie plus difficiles.

La cause principale du réchauffement climatique est, via la production du CO2, gaz responsable à titre principal de l'effet de serre, la combustion des énergies d'origine fossile: charbon, gaz, pétrole. Cette combustion s'opère dans l'activité industrielle, dans les trans-

ports (avec l'explosion du parc automobile), dans le chauffage des habitations. Rien d'étonnant donc à ce que le réchauffement climatique se soit amorcé avec la révolution industrielle et le décollage du capitalisme.

C'est pourquoi nous pensons que, pour affronter l'enjeu du changement climatique, il faut un changement radical et structurel qui touche aux fondements du système capitaliste. Cela implique, tout d'abord, une véritable révolution du système énergétique, des transports, du mode de consommation, etc.

Bref, il faut un changement de modèle de civilisation, une transition vers une nouvelle société écosocialiste dans laquelle la production sera démocratiquement planifiée par la population et non, comme c'est le cas aujourd'hui, par une minorité exploiteuse pour qui seul compte le profit. Ce changement ne pourra être que la conséquence d'une mobilisation massive et consciente de la majorité sociale. A travers notre campagne "Changer le monde, pas le climat", la LCR veut apporter sa modeste contribution à cette nécessaire prise de conscience.

Dans ce but, la LCR organise une série d'activités et diffuse un matériel de campagne dont l'outil central est un journal de 8 pages (format A3) distribué gratuitement ainsi qu'une série d'autocollants et

d'affiches (voir en page 2). Vous pouvez commander ce matériel ou nous aider à le diffuser: info@lcr-lagauche.be, 02/523.40.23. ■

Tous à Bruxelles le 8 décembre!

La LCR soutient entièrement le mouvement "Climat et Justice Sociale", dont l'appel a déjà recueilli les signatures de centaines de personnes. Le mouvement "Climat et Justice Sociale" appelle à la constitution de comités de base dans les quartiers, dans les écoles, dans les entreprises -partout !- avec pour objectif de sensibiliser le plus largement la population et la mobiliser dans des actions locales et centrales. Premier rendez vous d'importance à l'initiative de "Climat et Justice sociale" - et en collaboration avec la "Coalition Climat"): une manifestation nationale à Bruxelles le 8 décembre 2007. Cette manifestation se tiendra à l'occasion de la conférence internationale sur le climat à Bali (Indonésie) et sera une date de convergence et de mobilisation planétaire pour sauver le climat afin de ne pas se contenter du lobbying auprès des puissants, mais de faire du climat une question politique, sociale et populaire en mobilisant massivement les gens dans la rue. Il faut exiger un véritable traité international contraignant qui respecte la biosphère; qui garantisse la réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre et qui fasse payer la facture aux véritables responsables du gâchis climatique. ■

Pour signer l'Appel:

www.climatetjusticesociale.be

Contrairement à l'allemand, l'anglais et le français permettent de faire la distinction entre "sexe" (le sexe biologique) et "genre" (le sexe social). Par "genre", on entend les rôles sociaux liés au sexe, les représentations et attentes de ce que devraient être les hommes et les femmes. Les rôles liés au sexe peuvent se modifier au cours du temps et diffèrent selon les cultures. PAR KIM GOERENS (*)

GENDER MAINSTREAMING, assimilation du féminisme au patriarcat ?

"Mainstreaming" signifie qu'un certain mode de pensée et d'action est intégré dans le Mainstream (courant dominant), c'est-à-dire dans la politique, l'administration, les programmes et mesures officielles. Ce mode de pensée et d'action devient une manière d'agir qui va de soi. Mainstreaming signifie prendre place dans le Mainstream et le modifier.

"Gender Mainstreaming" signifie la prise en compte consciente des inégalités sociales entre femmes et hommes dans tous les domaines, ainsi que dans tous les processus de planification et de décision. Tous les projets sont ainsi conçus de manière à ce qu'ils puissent également contribuer à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes. Pourtant, la plupart des concepts du Gender Mainstreaming maintiennent la différenciation entre sexe et genre et perçoivent le sexe comme donné par la nature et interchangeable. Dans ces conceptions, la sexualité binaire qui sépare les hommes et les femmes existe bien.

La nouveauté du concept de Gender Mainstreaming c'est que les hommes ont également un sexe et qu'ils ont eux aussi des avantages et des inconvénients dans la division des sexes. Le rapport entre les sexes est perçu comme modifiable. Les différences sexuelles biologiques (qui ne sont pas annulées) ne sont pas acceptées pour légitimer les différences sociales entre les sexes. Les rôles sociaux et culturels des hommes et des femmes sont perçus comme un construit historiquement et politiquement malléable.

Pour la première fois, le Gender Mainstreaming a été appliqué dans la politique de développement: la différenciation des sexes a été requise dans la planification, la réalisation et l'évaluation

de projets. Il s'agit de savoir si les projets soutenus diminuaient ou élargissaient le fossé entre hommes et femmes. A la C o n f é r e n c e Mondiale des Femmes de Pékin,

en 1995, Unifem, le fonds de développement des Nations Unies pour les femmes, a reconnu le Gender Mainstreaming comme une double stratégie :

- Elle prévoit une différenciation des sexes et la prise en compte des différentes conditions de vie et intérêts des hommes et des femmes dans tous les programmes et projets, aussi bien au niveau macroéconomique que politique ;
- Elle prévoit des mesures spécifiques pour les femmes, où les résultats d'une analyse de genre ont pu indiquer des problèmes spécifiques pour les femmes, en ce qui concerne l'accès et le contrôle de ressources matérielles et immatérielles.

Dans le travail syndical, des secteurs soutiennent l'approche suivante: les hommes et les femmes doivent être complètement intégrés à tous les niveaux hiérarchiques et participer aux décisions de la même manière. La Fédération unifiée des services souhaite promouvoir la démocratie de genre à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur. Le Gender Mainstreaming est aussi suivi avec intérêt par des entreprises privées, quand il s'agit de rentabiliser les ressources féminines avec leurs " capacités spécifiques ". Au nom du Gender Mainstreaming, les femmes sont réduites à leurs talents naturels de genre/sexe et exploitées, dans le cadre du dualisme sexuel, selon les critères de



l'économie de marché.

Critique du Gender Mainstreaming

En tant que féministe, on pourrait se réjouir - parce que c'est positif - que l'analyse féministe de la construction du genre et des rapports de pouvoir sociaux pénètre le Mainstream. Mais quel féminisme, avec quel arrière-fond politique, peut passer dans le Mainstream ? Je doute que ce soit un féminisme qui aille de pair avec mes convictions en faveur du changement sociétal. Ne s'agit-il pas plutôt de renforcer les rapports existants par la neutralisation du mouvement des femmes au moyen de ce concept de Gender Mainstreaming et de remplacer le féminisme combatif par une politique qui arrondit les angles ?

Il se pourrait même que l'on utilise ce concept afin de mettre en cause ce qui a déjà été obtenu. De plus, on peut craindre que certaines revendications soient accaparées et digérées par le Mainstream ; en même temps, les intérêts des femmes seraient déformés ou rendus insignifiants. Ainsi, l'intégration d'un féminisme de façade se traduirait plutôt par son assimilation au patriarcat. Pour cela, il est important que les féministes s'intéressent à ce sujet. Il s'agit de se battre pour une pratique émancipatrice du Gender Mainstreaming. Nous ne devons pas laisser l'initiative politique à des lobbies non représentatifs qui tentent de s'assurer des privilèges et d'empêcher des changements de société. ■

(*) L'auteure, Kim GOERENS, étudie les sciences de l'éducation dans une perspective de genre à Berlin. Cet article a été publié dans SoZ, journal socialiste, décembre 2004. La traduction en français a paru dans le périodique suisse " solidaritéS " n°84 (21/03/2006).

Après plus de cent jours d'information, de formation, d'exploration et de discussions, il semblait encore ne pas y avoir ne fut-ce que l'ombre d'un début de perspective d'Orange-bleue, ou de quelque autre gouvernement que ce soit. Le pays a traversé une crise politique et la population a assisté passivement au spectacle. Car en dépit des sondages qui évoquent une radicalisation communautaire, il n'y a pas eu de mobilisations ou d'actions, ni parmi les Flamands ni parmi les francophones. C'est une crise de "ceux d'en haut", un conflit entre les fractions bourgeoises de ce pays sur le type d'Etat ou de réforme de l'Etat dont elles ont besoin pour pouvoir imposer plus efficacement leur politique néolibérale à la majorité sociale. PAR DAVID DESSERS

Crise politique : Quand les gouvernants ne peuvent plus GOUVERNER...

Pour certains, tout est simple: la bourgeoisie veut communautariser encore plus le pays, renforcer la division de ce dernier en divisant la classe ouvrière. Diviser pour régner, en somme. Mais les choses ne sont pas si simples. Il y a de toute évidence un conflit réel au sein de la classe dominante. Il existe toujours parmi elle une fraction belgiciste, unitariste, représentée en partie par la FEB qui, avec le Palais royal en première ligne, mise sur le vieil appareil d'Etat Belgique plutôt que sur une aventure séparatiste. Et il y a, surtout en Flandre, une fraction de plus en plus forte qui souhaite que le démantèlement partiel de l'Etat belge lui permette de jeter aux orties toute une série de compromis sociaux caractéristiques de la "vieille Belgique". Lorsque les partis flamands présents à la table de négociation proposent aujourd'hui de scinder le marché du travail, il va de soi que leur intention explicite est de démanteler les statuts du travail ainsi que les allocations sociales, tâche qui leur semble plus facile à réaliser dans le cadre socio-économique flamand que dans le cadre belge.

Bien entendu, le CDH, le MR et la FEB souhaitent tout autant mener une politique de droite agressive mais ils

préfèrent quant à eux utiliser à cette fin l'Etat Belgique comme instrument le plus adéquat. Quand Karel De Gucht affirme que le commerce extérieur ferait mieux d'être géré à nouveau au niveau fédéral, c'est tout bonnement parce qu'il estime qu'il est à l'avantage des entreprises de Flandre, de Bruxelles et de Wallonie en termes d'exportations. Par cette proposition, il ne vise qu'à défendre au mieux les intérêts du capital "belge".

"Bizarrement", dans le climat actuel de surenchère, aucun nationaliste flamand bourgeois ne se prononce en faveur de la scission de l'armée belge. C'est qu'ils sont plutôt d'accord avec les belgicistes sur le fait que cette armée doit être intégrée le plus fortement possible aux niveaux supranationaux, au sein des alliances impérialistes telles que l'OTAN ou la défense européenne commune. Inscrire l'armée dans les alliances supranationales constitue en effet la meilleure garantie pour la faible bourgeoisie des différentes régions de Belgique qu'elle sera capable de défendre ses propres intérêts sur l'arène internationale, y compris sur le plan militaire.

Traquenard

En d'autres termes, si on laisse la bourgeoisie et ses alliés politiques résoudre

à leur manière la question nationale en Belgique, toute discussion sur la réforme de l'Etat ne sera par essence rien d'autre qu'une discussion sur le niveau le plus adapté à la défense des intérêts de classe de cette bourgeoisie pour mener l'offensive contre la classe ouvrière. Et il se fait que, aujourd'hui, il n'y a pas sur ces questions d'unanimité au sein de cette classe dominante. Au contraire, les forces bourgeoises sont profondément divisées et la crise politique actuelle n'est rien d'autre que l'illustration de cette division. Il faut prendre la mesure de la situation ouverte par les élections législatives: pour la première fois depuis longtemps, la défaite électorale de la social-démocratie permettait à la bourgeoisie de former un gouvernement de droite homogène au niveau fédéral... mais elle n'y parvient toujours pas!

Par nature, ce débat et ces conflits entre divers secteurs de la bourgeoisie constituent un traquenard pour la gauche. La menace de la droite et de l'extrême droite nationaliste incitent ainsi certains Flamands de gauche à prendre position dans ce débat. Ils se replient dès lors de façon défensive sur une position belgiciste, soutiennent les partis francophones qui défendent l'unité du pays face aux nationalistes flamands ou vont

jusqu'à encenser le "modèle belge" comme symbole de diversité et de solidarité... Or, s'opposer à la fraction nationaliste bourgeoise la plus extrême ne doit pas impliquer de s'aligner sur sa fraction unitariste rivale.

Les partis francophones qui défendent l'unité du pays aujourd'hui à la table de négociation ne méritent d'aucune manière le soutien de la gauche car ils sont, exactement comme les nationalistes flamands, à la recherche du niveau le plus adéquat pour mener une politique de droite. L'Etat belge était et reste toujours un Etat bourgeois, passablement antidémocratique (la monarchie!), qui n'a en rien été conçu pour servir les besoins de la majorité sociale. Quant au "fédéralisme à la belge" il a été introduit sans que la population ait voix au chapitre, par en haut, par la classe dominante sur base de ses seuls intérêts et selon ses seules conditions. La gauche n'a pas à encenser et défendre ce système.

Celui qui croit pouvoir défendre l'Etat Belgique avec des arguments "internationalistes" face aux nationalistes flamands pourrait tout aussi bien défendre l'Union Européenne avec les mêmes arguments. Que l'on soit clair: sur le plan théorique, nous sommes absolument en faveur d'une européanisation et même d'une mondialisation des mécanismes de solidarité, ce qui nécessite évidemment des niveaux de compétence correspondants. Mais plaider aujourd'hui pour une européanisation des compétences dans le contexte actuel revient tout simplement à déléguer des compétences vers un niveau qui est encore moins démocratique et encore plus néolibéral que les niveaux belge, wallon, ou flamand. Les véritables internationalistes défendent l'idée d'une Europe unie et solidaire entre ses peuples, mais pas l'Union Européenne en tant que telle.

Plutôt que de choisir son camp dans le débat piégé au sein des fractions bourgeoises rivales, la gauche doit au contraire développer une position indépendante et autonome sur le type d'Etat dont la majorité sociale de ce pays a réellement besoin et sur la manière dont

la cohabitation des différents peuples et minorités culturelles doit être organisée.

Question nationale irrésolue

Le débat qui a conduit à la crise actuelle est en effet un piège pour la gauche. La LCR a toujours reconnu l'existence en Belgique de deux peuples, de deux sociétés au développement inégal et combiné au sein d'un même Etat. De plus, l'Etat Belgique fut historiquement un Etat francophone, au service des intérêts d'une bourgeoisie essentiellement francophone. L'histoire des Flamands dans cet Etat a donc été une histoire d'oppression et de lutte contre cette oppression. En cette matière, nous nous référons toujours aux principes de base du marxisme: une analyse de classe qui ne nie pas l'existence et l'au-

domination de la bourgeoisie francophone n'a jamais été remise en question. Les revendications flamandes n'ont ainsi jamais été liées aux revendications socialistes.

Il y a tout de même eu des moments où certains secteurs dans le mouvement ouvrier de ce pays ont pris au sérieux la question nationale et ont tenté de formuler des réponses à partir de leur propre point de vue de classe. La revendication du "Fédéralisme et des Réformes de structure anticapitalistes" a constitué dans les années 50-60 l'épine dorsale d'une stratégie pour démanteler le capitalisme des holdings belge et son état oppresseur. Ce programme a connu un écho assez large le mouvement ouvrier wallon mais n'a jamais pu être réalisé.



tonomie de l'oppression culturelle et le respect du droit démocratique fondamental des peuples à leur autodétermination.

Les injustices, oppressions et discriminations fondamentales qui étaient faites aux Flamands ont été principalement éliminées. Mais, du fait que le mouvement nationaliste flamand a été dirigé par la classe moyenne et que le mouvement socialiste s'est tenu largement à l'écart de ce combat, on s'est focalisé sur des revendications et des propositions légales, formelles et administratives, sur l'égalité linguistique formelle, etc. La base économique matérielle de

Au lieu de réformes de structures anticapitalistes, l'Etat a été restructuré pour des réformes néolibérales.

Puisque cette restructuration a été dirigée contre elle, la population n'a évidemment jamais été associée démocratiquement à la réalisation de ce fédéralisme. Ce qui explique ce gouffre énorme aujourd'hui entre la gravité de la crise vécue dans les milieux politiques les plus élevés et le calme et la passivité qui règne dans la population.

La peste ou le choléra ?

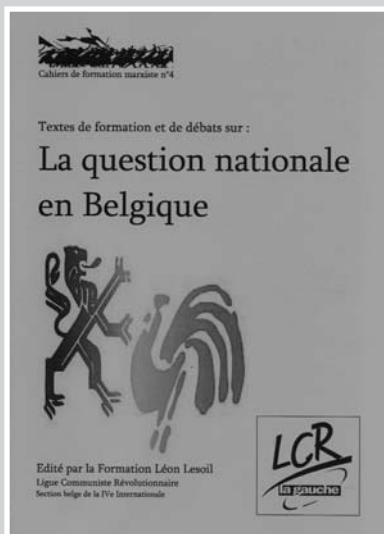
Le débat que les partis bourgeois mènent pour le moment dans le cadre

A lire sur la question nationale...

La LCR a publié dans la série de ses Cahiers de formation marxiste un n° 4 consacré à "La Question nationale en Belgique" qui rassemble en 52 pages (format A4) une série de textes et d'articles élaborés par notre courant depuis les années '50 jusqu'à aujourd'hui. Pour commander ce très utile outil afin d'appréhender la situation présente, versez 3 euros sur le compte de la Formation Léon Lesoil : 001-0728451-57 + mention "CFM n° 4" et écrire à info@sap-pos.org

Au sommaire de ce Cahier :

- **Le marxisme, la question nationale et l'Etat belge.** Par François Vercommen
- **Les occasions perdues du mouvement ouvrier.** Par A.T
- **Perspectives socialistes sur la question flamande.** Par E. Mandel et Jacques Yerna
- **Le rapport économique du MPW.** Par Robert Sixte
- **Marxisme et fédéralisme.** Par E. Mandel
- **Bruxelles, la Flandre et le fédéralisme.** Par Robert Sixte
- **Emancipation sociale et nationalisme linguistique.** Par N.W
- **Actualité du fédéralisme.** Par Henri Goldman
- **Bruxelles et le fédéralisme.** Par Henri Goldman
- **La question nationale en Belgique.** Par François Massion
- **Crise et fédéralisme : Flandre contre Wallonie ?** Marc Van Ryssem
- **Le fédéralisme de Martens 8: ni anticapitaliste, ni démocratique.** Par A.T
- **Triste fédéralisme !** Edito de La Gauche
- **Crise de l'Etat unitaire.** Par A.T
- **Non à l'accord communautaire de la Saint-Michel.** Lettre ouverte du POS à Ecolo
- **Dans le cadre d'un Etat confédéral.** Déclaration du POS
- **La question nationale en Belgique : suite et pas fin.** Résolution du CC du POS



inévitablement à de nouvelles défaites. On ne peut donc pas limiter sa stratégie à la seule défense de la sécurité sociale nationale par exemple. La Sécu doit bien entendu être défendue bec et ongle car elle a été arrachée par les travailleurs flamands et francophones et elle doit rester leur bien commun. Mais, sans mobilisation offensive et sans entrer sur le terrain politique, les syndicats ne pourront pas la défendre de manière efficace.

Une scission de la Belgique opérée par la bourgeoisie constituerait une grave défaite pour la majorité sociale. Mais une réforme de l'Etat en tant que telle ne l'est pas nécessairement.

des négociations gouvernementales n'a tout bonnement rien à voir avec le droit des peuples à l'autodétermination. Ce débat est mené du point de vue des seuls intérêts de la bourgeoisie et ceux qui, à gauche, choisiraient de s'y inscrire se condamnent irrévocablement à s'enfoncer dans un marais. Le débat mené à Val Duchesse ne porte en effet pas sur la manière démocratique de résoudre la question nationale en Belgique, il porte avant tout sur des questions de gros sous, sur la stratégie néolibérale, sur des obsessions xénophobes et des arguments racistes. Les questions fondamentales sont occultées en faveur de discus-

sions futiles sur les plaques de voitures flamandes et wallonnes ou sur le financement des chaises roulantes. Nous refusons de prendre part dans ce débat, nous ne sommes ni pour la bourgeoisie belgiciste, ni pour les nationalistes flamands de droite. Il faut refuser de choisir entre la peste et le choléra, entre le néolibéralisme belgicain et sa variante régionaliste.

Les syndicats ont une lourde responsabilité aujourd'hui car leur attitude actuelle se limite à la seule défense de ce qui existe, constamment mis sous pression. Une telle attitude aboutira

Cela dépend de son contenu, de ce qui va ou doit être fait avec elle, de qui en est la force porteuse.

La question nationale restera donc sans réelle solution tant qu'elle ne sera pas résolue démocratiquement par la majorité sociale. L'enjeu crucial est donc la politisation du mouvement ouvrier autour de ces questions dans le but de développer une position autonome vis à vis de toutes les fractions de la bourgeoisie. Et surtout de préparer la riposte à un futur gouvernement qui, quel que soit le cadre institutionnel futur, s'attachera à démanteler les conquêtes sociales. ■



Un appel pour sauvegarder la S O L I D A R I T É

Face à la crise politique actuelle, une pétition "Sauvons la solidarité" a été initiée par une série de syndicalistes FGTB et CSC et a déjà recueilli près de 30.000 signataires en une semaine.

Cet appel est salubre à plus d'un titre. Tout d'abord parce qu'il émane de milieux syndicaux qui se positionnent ainsi sur une question politique et sociale majeure et qu'il a réussi à toucher toute une série d'autres secteurs ; artistiques, académiques, intellectuels, ONG, etc.

Ensuite, parce qu'il évite le double écueil du nationalisme égoïste belge et régionaliste. La pétition ne se prononce pas pour l' "unité de la Belgique", de ses institutions politiques, étatiques, mais pour le maintien des mécanismes de solidarité, ce qui est positif. Le centre de gravité de la pétition se situe très clairement au niveau de la protection des conquêtes sociales et non au niveau de la défense des institutions existantes.

Ceci étant, le texte est très ambigu en ce sens qu'il cultive le mythe de l'harmonie entre les classes sociales, de la prétendue solidarité entre riches et pauvres "comme un pilier de la société belge". Il aurait mieux convenu de rappeler que cette "solidarité" a été arrachée de haute lutte par les travailleurs flamands, wallons et bruxellois - et immigrés ! - et non par l'aimable concertation et la générosité spontanée de la classe dominante. Le véritable "pilier" de nos sociétés est constitué par la solidarité entre ces travailleurs de toutes origines.

Malgré cette remarque, nous pensons qu'il faut signer et soutenir cette initiative, mais tout en pointant la contradiction qu'elle exprime entre la défense des conquêtes sociales et de la solidarité entre travailleurs et allocataires sociaux du Nord et du Sud d'une part, et la

défense de la politique de collaboration entre les classes, d'autre part. La première ne dépend absolument pas de la seconde, au contraire. ■

Pétition "Sauvons la solidarité"

Nous sommes Wallons, Bruxellois ou Flamands, nous sommes citoyens du monde. Nous ne voulons pas qu'on érige de nouveaux murs entre des gens, entre des régions et entre des pays. Nous ne voulons pas que le principe de base de solidarité soit remplacé par ceux de concurrence et d'égoïsme. Qui tirera profit de dresser les gens les uns contre les autres ?

Tout ce que nous avons aujourd'hui en Belgique, nous l'avons obtenu ensemble, Flamands, Bruxellois et Wallons. La solidarité entre les citoyens les plus riches et les plus pauvres, ainsi que la solidarité entre les régions plus riches et les plus

pauvres sont des piliers de notre société belge.

Nous voulons pour chacun un salaire convenable pour le même travail, indépendamment de la langue que nous parlons. Nous voulons que tous nos concitoyens aient le même droit à des conditions de travail et de vie saines et sécurisées, indépendamment du lieu où se situe l'usine ou le bureau. Nous voulons que tout qui perd son boulot, puisse avoir droit au même soutien et aide, indépendamment de la région où il habite. Nous voulons que chaque enfant ait les mêmes chances, indépendamment de la région de naissance. Nous voulons que toutes les personnes âgées conservent un droit identique à une pension décente, indépendamment du fait qu'elles vivent à Bruxelles, en Flandre ou en Wallonie. Bref, nous voulons la solidarité, pas la scission. ■

Pour signer la pétition
<http://www.sauvonslasolidarite.be/>

50 voix connues pour le maintien de la solidarité

Arno, chanteur, Warre Borgmans, acteur, Olivia Borlée - Kim Gevaert - Hanna Mariën - Elodie Ouedraogo, Team Belge 4 x100 m. estafette, Osaka, Hugo Claus, auteur, Alain Clauwaert, président Centrale Générale FGTB, Luc Cortebecq, président CSC, Guy Cox, Directeur Général relations de travail collectives, Erwin De Deyn, président SETCA, Georges Debunne, ancien président FGTB, Jan Declerck, acteur, Stefaan De Clercq, secrétaire Général Oxfam - Solidarité, Anne Theresa De Keersmaecker, chorographe Rosas, Jos Delbeke, Directeur DG Environnement de la Commission Européenne, Rudy De Leeuw, président FGTB, Jozef Deleu, poète, Josse De Pauw, acteur, Luc De Vos, chanteur Gilbert De Swert, ancien chef service d'études CSC, Joost Dierick, délégué principal CSC - métal Bekaert Zwevegem, Els Dottermans, actrice, Will Ferdy, artiste, Paul Goossens, Journaliste, Kristien Hemmerrechts, auteur, Tom Kestens, chanteur Lalalover, Gerard Mortier, directeur Opéra de Paris, Sven Naessens & Serge Seret, Maintien de la Sécurité Sociale Fédérale, Jef Neve, pianiste, Wim Opbrouck, acteur - musicien, Willy Peirens, président d'honneur CSC, Axl Peleman, chanteur, Leen Persijn, chanteuse, Rik Pinxten, professeur UG, président Humanistisch Vrijzinnige Verenigingen (Associations Humanistes Laïques), Anne Provoost, écrivain, Axelle Red, chanteuse, Herman Selleslagers, photographe, Sioen, chanteur, Maxime Stroobant, professeur ém. VUB, ex-président ONEM, Guy Swinnen, chanteur The Scabs, Guy Tordeur, secrétaire fédéral CSC BHV, Bogdan Vandenberghe, secrétaire Général 11.11.11., Wannas Van De Velde, chanteur, Geert Van Istendael, auteur - Journalist, Paul Van Nevel, Huelgas Ensemble, Xavier Verboven, ancien secrétaire Général FGTB, Dimitri Verhulst, auteur, Hendrik Vermeersch, secrétaire SETCA (SETCA) BHV, mouvement 15 décembre, Johan Verminnen, chanteur, Ferre Wyckmans, secrétaire Général LBC-NVK, Sami Zemni, Professeur centre études Tiers Monde, UG, Walter Zinzen, ex Journaliste VRT, Joost Zweegers, Novastar

Le 27 juillet s'est clôturé à Barbaste, dans le Sud de la France, la 24e édition du camp international des jeunes anticapitalistes, organisé par les sections européennes de la IVE Internationale. Une semaine de débats, de meetings, d'échanges intenses et de fraternité entre des jeunes d'Europe et d'ailleurs. Pour l'organisation qui accueillait, la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire, organisation de jeunesse de la LCR France), l'année 2006-2007 a été plutôt chargée: les luttes de la jeunesse, la campagne présidentielle de notre camarade Olivier Besancenot, la riposte au nouveau président, le réactionnaire Sarkozy... Malgré tout, le camp a été une réussite. PAR FREDERIC LEHEMBRE

Un camp INDISPENSABLE pour des jeunes INDISPENSABLES

Une école d'internationalisme

Au fil des ans, les camps internationaux des jeunes anticapitalistes sont devenus l'une des meilleures écoles de formation à l'internationalisme révolutionnaire pour des milliers de jeunes. Il n'y a rien de mieux pour comprendre la nécessité d'être organisé au niveau international que d'échanger des expériences de luttes, tisser des liens de solidarité entre nos combats et les coordonner pendant



une semaine dans un cadre et une ambiance hors du commun, en essayant d'appliquer nos conceptions autogestionnaires et démocratiques.

Cette année, quelques 450 jeunes étaient présents issus d'une vingtaine de pays: France, Italie, Etat espagnol, Portugal, Danemark, Belgique, Pays-Bas, Suède, Suisse, Grèce, Grande-Bretagne, Ecosse, Allemagne, mais aussi des jeunes que l'on rencontre plus rarement, qui viennent de Croatie, de Pologne, de Russie, des Philippines, du Mali, du Mexique, du Chili et de

l'Argentine.

Un programme costaud

Les discussions étaient ordonnées en journées thématiques (mondialisation, internationalisme, féminisme, LGTB, luttes de la jeunesse, stratégie révolutionnaire). Un meeting matinal introduisait les grandes lignes de la thématique du jour tandis les ateliers et les commissions approfondissaient la question dans ses divers aspects le reste de la journée. Des sessions de formation sur des questions plus théoriques ou historiques permettaient également d'aborder pédagogiquement diverses thématiques marxistes.

Anciens et nouveaux débats de la jeunesse

La formation sur l'écologie et le changement climatique, animée par le camarade d'Allemagne Klaus Engert, a donné lieu à un très riche débat sur l'articulation entre l'action individuelle et collective pour lutter contre ce changement climatique. De même, la formation donnée par Alain Krivine (ancien porte-parole de la LCR France) sur la signification de la Révolution russe de 1917 a permis de bien mettre en évidence le concept élaboré par Trotsky sur la "Révolution permanente" et notre conception de l'internationalisme, en opposition avec la conception stalinienne de "construction du socialisme dans un seul pays". La révolution russe n'est pas pour nous un "modèle" à copier ou à suivre, mais bien, parmi d'autres, une source de réflexions et d'enseignements car elle fut l'une des principales expériences de transformation radicale de la société. A ce titre, elle doit être défendue contre ceux qui veulent l'enterrer comme une anecdote de

l'histoire ou comme un acte "criminel" qui contenait déjà en germe le stalinisme.

A noter également les très intéressantes interventions de Daniel Bensaïd, que ce soit dans des discussions à battons rompus au bar ou pendant les repas ou dans les formations données, à commencer par celle sur la relation entre "parti révolutionnaire" et "mouvements sociaux" et la question de la stratégie révolutionnaire.

A côté de ces thèmes désormais "classiques" mais toujours aussi indispensables, quelques débats nouveaux ont été mis en lumière cette année, plus liés à des questions d'actualité pour les jeunes exploités par le capitalisme. Ainsi, après plusieurs années de tâtonnements sur la manière d'intervenir par rapport au travail précaire des jeunes, ce camp a permis d'approfondir cette question et de tracer des perspectives d'actions concrètes communes. Outre une excellente formation théorique donnée par un jeune camarade français sur le rôle de la jeunesse dans la classe ouvrière, l'expérience de nos camarades d'Andalousie (Etat espagnol) en lutte contre Mac Donald's (5 jeunes travailleurs d'un Mac Do' de la ville de Grenade, dont un de nos camarades, ont été licenciés pour activité syndicale) a occupé une place centrale.

Coordination des luttes

En lien avec cette lutte, la répression que subit la jeunesse dans ses combats contre le système et toutes les formes d'oppression a occupé une place importante dans ce camp. Ces questions ont été approfondies au sein des commissions

permanentes sur la répression de la jeunesse et le mouvement étudiant afin d'articuler des campagnes communes dans différents pays. Outre la solidarité avec les camarades de Grenade, des actions communes sont prévues dans différents pays en soutien aux jeunes poursuivis en "justice" pour leurs luttes contre la précarité (le Contrat Première Embauche -CPE- en France) ou contre les réformes universitaires néolibérales ("LOU" dans l'Etat espagnol ou plus récemment en Grèce). De même que des actions de solidarité avec les organisations de la jeunesse basque "abretzale" (gauche radicale nationaliste) qui ont été décrétées "illégal" par le pouvoir.

La commission permanente sur le mouvement étudiant a particulièrement bien fonctionné en socialisant les informations et les débats sur la préparation du prochain Forum social étudiant à Athènes. Idem pour la commission 'Amérique latine', qui a approuvé une résolution de soutien aux mouvements sociaux d'Oaxaca (Mexique) et de défense du processus révolutionnaire au Venezuela. La commission 'écologie' a permis d'avancer dans la coordination d'actions internationales contre le changement climatique dans le cadre de la campagne mondiale prévue pour décembre 2007.

Rencontre inter-délégations

Les réunions entre délégations des divers pays qui permettent d'établir et de partager des liens entre les différentes



sections. Ce qui donne lieu à des rencontres très riches qui permettent, avec des "sources de première main", de connaître de manière plus précise les situations politiques, les luttes et les organisations de gauche dans d'autres pays. Ce fut notamment le cas cette année avec la participation de nos camarades des Philippines. Ces derniers luttent dans des conditions très dures pour construire leur organisation face à un régime dictatorial qui a assassiné 900 militants de gauche en 6 ans, sous la pression de la dette qui engloutit 40% du budget national et la violence (y compris des assassinats de certains de nos camarades) exercées par le Parti communiste maoïste contre les groupes de gauches "rivaux", tout cela obligeant nos camarades philippins à organiser leur propre guérilla et armement d'auto-défense.

Proxima estación 2008: Barcelona!

Le meeting final de chaque camp est le plus émouvant. Les chants et slogans révolutionnaires fusent sans cesse dans les différentes langues et les adieux au départ des délégations sont interminables. Le camp de l'année suivante y est présenté; en 2008 ce sera près de Barcelone en Catalogne. Avec beaucoup d'auto-dérision, la délégation française a donc transmis aux camarades de l'Etat espagnol qui auront la charge d'organiser la prochaine édition un "témoin" plus que symbolique: les "cendres du Vieux" (Léon Trotsky) contenues dans une urne super-kitsh...

Nos camarades de l'Etat espagnol sont très motivés; leurs organisations connaissent une forte croissance et ils tiendront fin de l'année un congrès qui leur permettra de (re)construire une organisation confédérale à l'échelle de tout l'Etat. Ils vont donc mettre les petits plats dans les grands pour l'édition 2008 du camp international des jeunes anticapitalistes, d'autant plus qu'il s'agira d'un camp anniversaire: le 25e! Un quart de siècle d'une activité indispensable pour des jeunes indispensables.

Car comme le disait Daniel Bensaïd en citant Bertold Brecht: "*Les gens qui luttent un jour sont bons, ceux qui luttent une semaine sont meilleurs, et s'ils luttent toute une vie, ils sont indispensables*". Réservez donc dès à présent votre dernière semaine de juillet 2008! ■

Disco rouge sans oppressions

Les soirées et les fêtes des camps internationaux sont généralement inoubliables tant l'ambiance et l'esprit de camaraderie et de confiance dominant les relations entre tous les participant/es. Ces fêtes sont conçues de manière démocratique afin de nous débarrasser de tous types de comportements oppressifs. Les boissons vendues au bar sont achetées par une monnaie spécialement créée au camp, cette année ce fut le "bolxo" dont la valeur intègre et rééquilibre les différents niveaux de vies de nos pays respectifs afin de ne pas pénaliser ceux et celles qui viennent de pays où le pouvoir d'achat est bas par rapport à ceux où il est élevé. Les camps connaissent deux soirées "spécifiques"; la "fête femmes" qui clôture la journée féministe et la "fête LGBT" (Lesbian, Gay, Bisexual, Transexual). Chaque année, ces fêtes font l'objet de discussions et parfois de polémiques et c'est justement là l'une de leurs fonctions. En effet, la "fête femmes" est une soirée non-mixte afin de bannir le machisme tandis que la "fête LGBT" invite à combattre les préjugés hétérosexistes. Le but étant de mettre en évidence, de manière festive, la question des normes des comportements et du regard des uns et des autres.

Hugo Chavez l'avait annoncé dès mai 2006: le Venezuela va réformer sa constitution, qui devrait voir son contenu plus nettement teinté de rouge, lors d'un référendum en décembre prochain. Analyse et commentaire. PAR FREDERIC LEVEQUE

Le VENEZUELA constitutionnalise le "SOCIALISME"

Photos: Sébastien Brulez

Il y a un an, à la veille d'une victoire électorale annoncée et incontestable - 62,84% des votes, 75% de participation -, Hugo Chavez annonçait son intention d'autoriser constitutionnellement la réélection immédiate du plus haut dignitaire de l'État. Cette proposition, en plus de l'allongement du mandat (de 6 à 7 ans), a été amplement reprise à l'unisson par les médias pour accuser le président vénézuélien de vouloir devenir "président à vie". Alors que la réélection et la non limitation des mandats existent dans de nombreux pays "démocratiques"⁽¹⁾, Chavez, quant à lui, se voit coller l'étiquette de dictateur en devenir ou, selon un éditorial du New York Times de "démocrate, au moins techniquement".

De fait, la réélection "indéfinie" n'est pas un progrès démocratique. Juan Carlos Monedero, un des conseillers espagnols du président, se dit partisan de la non réélection "en théorie", mais, la théorie "doit aussi s'adapter à la réalité", affirme-t-il. "Seul Chavez est capable d'unifier les forces politiques de ce pays dans un projet de transformation sociale." (*El Nacional*, 27 août 2007). Un aveu de faiblesse de la révolution bolivarienne. Actuellement, son leadership⁽²⁾ est une des conditions de la poursuite du processus bolivarien et surtout de l'unité de ses forces. Toutefois, quel que soit le nombre de mandats, le président vénézuélien devra à chaque fois se soumettre à l'épreuve des urnes pour gouverner et,

probablement, pour conserver son poste, si l'opposition tente comme en 2004 d'organiser un référendum révocatoire à mi-mandat, comme l'autorise la constitution bolivarienne de 1999.

Qu'on aime ou pas le personnage Chavez, son style et ses contradictions, il faut reconnaître que depuis huit ans et les débuts de ladite révolution bolivarienne, nombre de choses ont changé positivement au Venezuela et en Amérique latine. L'"ancien putschiste", comme le répète à l'envi les médias, a largement contribué à faire évoluer le rapport de forces. Non pas en créant un modèle à suivre, mais en essayant de dessiner des pistes alternatives. Sans entrer dans les débats sur les chiffres et faire la liste exhaustive des conquêtes sociales, celles-ci sont notables en matière de santé, d'alimentation, d'éducation, de citoyenneté et de communication.

Surtout pour les plus pauvres, les exclus d'hier qui ont aujourd'hui la conviction d'être pris en compte. Ils sont d'ailleurs la cible du discours présidentiel et nombre de programmes sociaux -comme les fameuses Misiones- visent à renforcer leurs capacités de se prendre en main, l'estime d'eux-mêmes et leur autonomie. On dit souvent que le pouvoir corrompt ou, du moins, modère les plus réformateurs. Le président vénézuélien serait-il l'exception qui confirme la règle? En effet, il est loin le Chavez qui pensait

organiser une rencontre sur la Troisième voie blairiste et qui sonnait la cloche à la bourse de New York. L'ambiguïté idéologique, bien qu'encore présente, a laissé la place à de vigoureux discours anti-impérialistes et anti-capitalistes, toujours très longs et parfois un brin théâtraux, mais cela fait partie du personnage.

Depuis sa réélection du 3 décembre dernier, le président et son gouvernement ont marqué la tendance par une série d'initiatives concrètes. Ils ont défini cinq moteurs nécessaires à la transition vers ledit "socialisme du XXI^e siècle": il y a d'abord la "loi habilitante", à savoir de polémiques pouvoirs spéciaux octroyés au président par l'Assemblée nationale dans des domaines définis pour une période limitée afin d'accélérer la transition⁽³⁾. C'est dans le cadre de ces pouvoirs que l'entreprise publique d'hydrocarbures PDVSA a repris le contrôle majoritaire des champs d'exploitation de la ceinture de l'Orénoque (première réserve mondiale de pétrole) et a "nationalisé" -par l'achat d'actions- l'entreprise de télécommunications CANTV, privatisée en 1991. Il y également la campagne "Morale et lumières", le second moteur, qui est une offensive idéologique d'éducation basée sur des valeurs socialistes. Les trois autres moteurs sont la réforme constitutionnelle, la "nouvelle géométrie du pouvoir", la réorganisation socialiste de la nou-

velle géopolitique de la nation" et "l'explosion du pouvoir communal, démocratie 'protagoniste', révolutionnaire et socialiste".

La réforme

La proposition de réforme constitutionnelle a été élaborée par une commission gouvernementale dans le plus grand secret. Elle a été présentée le 15 août dernier et devrait être soumise, après un "débat" national⁽⁴⁾, à un référendum en décembre prochain. Trente-trois des 350 articles que compte la constitution bolivarienne vont être modifiés. Quels sont, brièvement, ces changements ?

La "démocratie participative" et "l'État" deviennent "socialistes". La Banque centrale perd son autonomie au profit de l'exécutif et la politique monétaire devra servir "à la réussite des fins essentielles de l'État socialiste et du bien-être du peuple au dessus de toute autre considération". Un "fonds de stabilité sociale" sera créé pour garantir aux travailleurs indépendants "retraites, pensions, congés prénataux et postnataux, etc.". La journée de travail passe de 8 à 6 heures "afin que les travailleurs et travailleuses disposent du temps suffisant pour le développement intégral de leur personne", les heures supplémentaires obligatoires sont interdites, le rôle de l'État dans l'économie est réaffirmé et même renforcé⁽⁵⁾.

A côté des administrations publiques traditionnelles, les Misiones, ces programmes sociaux si populaires dépendant de l'exécutif et créés en marge des structures établies de l'État, auront dorénavant une existence constitutionnelle. Autre changement et conséquence directe du financement par Washington de l'opposition, les organisations politiques qui participent aux élections ne pourront plus recevoir d'argent d'organismes privés ou publics de l'étranger.

Quatre points de cette réforme attirent davantage notre attention:

1° La propriété. Auparavant, l'article 112 affirmait que "toutes les personnes [pouvaient] se consacrer librement à l'activité économique de leur choix" et que "l'État

[devait promouvoir] l'initiative privée". Maintenant, "l'État promouvra le développement d'un modèle économique productif, intermédiaire, diversifié et indépendant, fondé sur les valeurs humanistes de la coopération et de la prépondérance des intérêts communs sur les individuels". Il "stimulera et développera différentes formes d'entreprises et d'unités économiques" de "propriété", "production" et "distribution" sociales pour "la construction collective et coopérative d'une économie socialiste".

L'article 115 garantissait le droit à la propriété. Il reconnaît et garantit dorénavant les différentes formes de propriété: la propriété publique, la propriété sociale (indirecte et directe), la propriété collective, la propriété mixte et la propriété privée. Cette réforme est le reflet des politiques de promotion des coopératives, de petites et moyennes entreprises et de création d'"entreprises de production sociale" et "socialistes" menées ces dernières années par le gouvernement. Notons également que les possibilités d'expropriation sont étendues. L'État vénézuélien aura la faculté d'occuper

préalablement toute propriété qu'il considère d'intérêt social, pendant le déroulement du processus judiciaire en vue d'une éventuelle expropriation.

2° Thème polémique par excellence, la réforme touche aussi l'institution militaire. Au centre d'un débat depuis quelques mois quant à leur politisation, les forces armées qui constituaient "une institution fondamentalement professionnelle, sans militance politique" deviennent dorénavant "bolivariennes" et sont qualifiées de "corps essentiellement patriotique, populaire et anti-impérialiste". Elles devront se conformer à la "doctrine militaire bolivarienne, l'application des principes de la défense militaire intégrale et de la guerre populaire de résistance" et participeront activement "à des plans de développement économique, social". Quant aux réserves militaires, elles deviennent la "milice populaire bolivarienne"⁽⁶⁾. Le spectre d'une agression étrangère semble planer sur cette redéfinition.

3° La "nouvelle géométrie du pouvoir". La réforme envisage aussi de modifier la carte politico-administrative du pays. Si



les figures des Etats et des municipalités sont préservées, l'exécutif s'octroie le pouvoir de créer des villes et provinces fédérales. Les objectifs semblent être de promouvoir le peuplement de l'intérieur du pays - la population est concentrée sur la côte - et de mener des expériences de "territoires socialistes" (7).

La ville ("ciudad") sera l'unité territoriale primaire. Elle sera constituée de communes formées quant à elles par les communautés qui sont "le noyau (...) de l'État socialiste vénézuélien". Communes et communautés pourront développer leurs structures d'autogouvernement. Plus polémique, la réforme prévoit aussi la possibilité de "décréter des régions spéciales militaires à des fins stratégiques et de défense".

4° Le "pouvoir populaire". Si la "nouvelle géométrie du pouvoir" reste encore floue et doit être précisée par des lois et décrets, un nouveau pouvoir territorial est créé : le "pouvoir populaire" fera partie du "pouvoir public", au même titre que les pouvoirs "national", "étatique" (états fédérés) et "municipal". "Le peuple est le dépositaire de la souveraineté et l'exerce directement au travers du pouvoir populaire (...) qui naît de la condition des groupes humains organisés comme base de la population". "Ce pouvoir s'exprime en constituant les communautés, les communes et l'autogouvernement des villes, au travers des conseils communaux, ouvriers, paysans, étudiants". L'article sur la décentralisation qui devait rapprocher le citoyen du pouvoir et approfondir la démocratie se transforme en une obligation pour l'État de promouvoir la participation du peuple "en lui transférant du pouvoir et en créant les meilleures conditions pour la construction d'une démocratie socialiste".

Un point de vue personnel en guise de conclusion provisoire. Accuser Chavez d'être un dictateur assoiffé de pouvoir est un procès d'intention ; mais une tendance semble s'imposer, celle d'une concentration accrue de pouvoirs dans les mains du président. D'ailleurs, il pourra dorénavant nommer autant de vice-présidents qu'il l'estime nécessaire pour -on suppose- s'entourer de personnes de



confiance afin de faire avancer les réformes, en se passant de ministères et d'administrations trop lents, inefficaces, corrompus et d'une nouvelle élite politique et économique opportuniste à bien des points de vue, au sein de laquelle certains s'enrichissent sur le dos de la révolution (la "bolibourgeoisie") tout en jouant les anti-impérialistes d'opérette.

Concentrer le pouvoir politique et économique pour tenter de mieux le redistribuer efficacement à terme est une interprétation des changements annoncés. On peut analyser cette tendance comme une manière de radicaliser le processus, en renforçant le lien tout puissant entre un pouvoir présidentiel fort et une population en mouvement, organisée dans des comités, cercles et autres organisations, peu structurés. Depuis les débuts de la Ve République, le discours présidentiel met l'accent sur la participation et la prise de décision populaire. Nombres d'expériences de démocratisation politique et économique ont été mises en œuvre avec beaucoup ou peu de succès. Différentes dans leurs formes et leurs objectifs, certaines de ces structures ont souvent connu une durée de vie assez courte. Sur ce sujet, on peut regretter le manque d'informations et d'analyses dressant un bilan des forces et faiblesses des différents modes

d'organisation et de participation de la population et on peut craindre la répétition d'erreurs.

Dans le cas du développement spectaculaire des coopératives, et d'après des données citées par le chercheur Steve Ellner(8), 140.000 coopératives avaient été créées en 2006, le ministre de l'Économie populaire a parlé cette année de 66.000 et un recensement plus récent cite le chiffre de 48.000 coopératives. Des succès, et pas des moindres, il y en a eu, mais des millions de dollars sont aussi partis en fumée dans la mauvaise gestion, la corruption, la précipitation. En outre, les valeurs de "coopération" ne règnent pas toujours dans ces initiatives d'économie sociale. Quel est l'avenir de ce mouvement et quel va être son poids dans l'économie ? Les mêmes questions peuvent être posées pour les entreprises autogérées, occupées ou cogérées par les travailleurs dont le bilan aussi plutôt mitigé. Si, de plus, on prend en compte la division actuelle du mouvement syndical qui l'empêche de devenir un acteur de poids et de radicalisation potentielle du processus, comment entrevoir ces conseils ouvriers que le gouvernement propose ?

La construction du socialisme nécessite des impulsions "d'en haut" et "d'en bas".



Celles "d'en bas" sont nombreuses mais bien souvent dispersées. Les histoires et témoignages sur les initiatives et mobilisations de "ceux d'en bas" brisées par la corruption, l'opportunisme, la bureaucratie et l'incompétence abondent.

Aujourd'hui, et depuis 2006, c'est le conseil communal qui semble être devenu la nouvelle cellule de base fondamentale du socialisme bolivarien. Ces structures qui géreront des fonds sont en plein développement et dépendront fortement de la présidence. Il en existe déjà officiellement des milliers, mais quelle est et quelle va être la réalité sur le terrain? Quel est l'état du rapport de forces au sein de la révolution et de l'armée suite aux débats qui les ont secouées? Comme le dit *The Economist*⁽⁹⁾ à sa manière: "Si [Chavez] essaie de faire du socialisme autre chose qu'un slogan, une des résistances les plus féroces pourrait venir de cette nouvelle bourgeoisie que ses propres politiques ont créée". A quoi va ressembler le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), actuellement en construction? La gauche du "chavisme" et les mouvements sociaux y auront-ils un poids ou s'agira-t-il d'une structure de masse où Chavez aura toujours le dernier mot comme c'était le cas dans le MVR, son parti officiellement dissous⁽¹⁰⁾? La concentration de pouvoir sera-t-elle

équilibrée par " l'explosion " du pouvoir populaire basé sur les conseils communaux⁽¹¹⁾ ?

Beaucoup de questions donc, peu de réponses encore, mais une conviction ferme : la solidarité reste plus que jamais nécessaire avec le processus en cours au Venezuela mais doit s'accompagner de clairvoyance. ■

[1] Si la réforme est approuvée lors du référendum, le Venezuela adoptera le système français d'avant la réforme du quinquennat introduite par l'ex-président Chirac. Rappelons que le président Mitterrand est resté quatorze ans au pouvoir. Chavez n'en est encore qu'à huit.

[2] Son mandat actuel prendra fin en 2013.

[3] Lire à ce propos Gregory Wilpert, Polémiques sur les " pouvoirs spéciaux " de Chavez, *Venezuelanalysis.com*, RISAL, 30 mars 2007.

[4] Les débats ne dureront qu'un peu plus de trois mois. Des milliers de promoteurs chavistes de la réforme parcourront le pays pour la faire connaître à la population. Mais que l'on vote la réforme en bloc (ce qui est prévu) ou pas, l'enjeu fondamental reste la permanence de Chavez au pouvoir car s'il perd le référendum, il a dit qu'il partirait. Alors que les propositions finales de réforme n'étaient pas encore connues, l'opposition appelait déjà à un front contre la réforme. Il est fort probable que la question sous-jacente du référendum sera pour ne pas changer : " pour ou contre Chavez ? " ou encore " pour ou contre la révolution bolivarienne ? ".

[5] "Dans les entreprises publiques - pétrole, pétrochimie, mines, aluminium, électricité, téléphonie, lignes aériennes et production agricole -, c'en est fini de l'autonomie administrative, de gestion et de planification. Nous entrons dans une étape de planification centralisée, par catégories stratégiques et secteurs intégrés", a

proclamé Chavez. " Extrait de Humberto Marquez, L'heure de la centralisation, *IPS Noticias / RISAL*, 11 juillet 2007.

[6] La réserve militaire, composée de civils volontaires, n'est pas une invention du gouvernement Chavez, mais, avant, elle était chargée de jouer le rôle de main d'oeuvre de substitution pour la marine, l'armée de terre et l'armée de l'air en cas de pertes lors d'une guerre. Si, en 1998, les réservistes n'étaient que 15.000, leur nombre a fortement augmenté à plus de 100 mille selon certaines sources. En 2005, suite à une réforme militaire générale, la réserve est devenue une force propre sous un commandement unique. Le développement d'une telle force non conventionnelle vise à dissuader une éventuelle agression étrangère et/ou à se préparer pour une guerre asymétrique.

[7] "Le président a également affirmé qu'au travers de ses pouvoirs pour gouverner par décret, ou en conséquence de la réforme constitutionnelle, il octroiera au pouvoir exécutif la capacité d'établir des territoires 'socialistes'. Ces 'territoires fédéraux', (...) éparpillés dans tout le pays, échapperaient complètement aux compétences administratives des gobernaciones et mairies actuelles. Y serait installé un "pouvoir communal" et y seraient développées des activités économiques de caractère 'socialiste et coopérativiste', selon ce qu'a indiqué le président. " Extrait de Humberto Marquez, L'heure de la centralisation, *IPS Noticias / RISAL*, juillet 2007.

[8] Steve Ellner, *The Trial (And Errors) of Hugo Chavez*, *In These Times / Venezuelanalysis.com*, 28 août 2007. Bientôt disponible en français sur le RISAL.

[9] *The rise of the "Boligarchs"*, *The Economist*, 9 août 2007.

[10] Steve Ellner, *Les stratégies " d'en haut " et " d'en bas " du mouvement d'Hugo Chavez*, *Cuadernos del Cendes / RISAL*, 10 août 2007.

[11] Sur toute ces questions, cf. l'analyse bien plus approfondie de Stuart Pippier, *Le défi du Socialisme du XXIème siècle*, *La Gauche*, juin 2007.

La IVe Internationale à Caracas

Venus de différents pays d'Amérique latine (Brésil, Belgique, Porto Rico, Équateur, Bolivie, Colombie, Mexique, Pérou, Chili, Argentine) et d'Europe (Angleterre, Catalogne, France), 24 camarades de la IVe Internationale se sont retrouvés, à Caracas, pour réfléchir à l'amélioration du travail en réseau au sein du continent latino-américain. Cette rencontre a eu lieu au Centre international Miranda, mis gracieusement à disposition par son président, Luis Bonilla. La première journée a été l'occasion de réfléchir sur deux thèmes : « Le socialisme du xxe siècle en Amérique latine » et « Le Venezuela aujourd'hui ». À cette occasion, ils ont pu rencontrer les différentes forces de la gauche radicale vénézuélienne, notamment Stalin Perez (Unión nacional de los trabajadores C-Cura), Roland Denis (Movimiento 13 de abril), Carlos Lanz (Proyecto nuestra América), Haiman El Troudi (Centro internacional Miranda), Gonzalo Gomez (Aporrea), Ricardo Navarro (Asociación nacional de los medios de comunicación libres y alternativos) et Simon Urzategui (Frente nacional campesino Ezequiel Zamora). Ils ont ainsi pu se confronter aux prises de position de la gauche vénézuélienne. Au-delà de la question de l'adhésion ou non au Parti socialiste unifié du Venezuela (Psuv), qui traverse toute la gauche du pays, c'est bien la caractérisation du processus bolivarien qui a été au cœur de la discussion. Le lendemain, une discussion plus interne s'est déroulée, dont le but était de réfléchir à la fois à une plateforme de réflexion sur l'Amérique latine, mais aussi à la diffusion de notre matériel de propagande sur le continent, et plus particulièrement au Venezuela. Les deux autres jours ont été consacrés à des rencontres avec différents groupes militants, comme le Movimiento de mujeres Manuelita Sáenz (MoMuMa), ou le collectif Calle y Media, afin de renforcer les coopérations alternatives. ■

Août 2007 au Liban: exactement un an après la victoire du Hezbollah sur l'armée israélienne nous avons rencontré Ali Fayad, membre du bureau politique du Hezbollah et président du centre d'étude et de recherche, lié au Hezbollah. Ce centre se situe à Beyrouth sud, la banlieue chiite. Ali Fayad est également professeur à la faculté libanaise où il enseigne les sciences politiques. Il suit de près les évolutions du mouvement alter mondialiste. INTERVIEW PAR CHRIS CEN HOND, MIREILLE COURT ET QICOLAS QUALANDER. TRADUIT DE L'ARABE PAR ADNANE BEN YOUSSEF

Ali Fayad, membre du bureau politique du Hezbollah

“Les marxistes ici au Liban sont nos alliés”

Quelle est la principale conséquence de votre victoire sur l'armée israélienne?

La conséquence immédiate de la victoire de notre résistance sur l'armée israélienne, c'est qu'elle a avorté les projets américains au Moyen Orient. Condoleeza Rice, qui disait que l'attaque israélienne aboutirait à un nouveau Moyen Orient, a dû revoir sa copie. La victoire du Hezbollah ouvre une ère nouvelle, non seulement au Liban mais aussi dans la région. Ce qui est arrivé est un modèle pour ceux et celles qui refusent cette suprématie américaine, l'occupation israélienne et la domination des instances internationales comme l'ONU. C'est aussi un refus de la propagande américaine qui dit que la guerre américaine contre nous est une guerre pour la défense de la liberté et de la démocratie. Ceci n'est pas vrai. Notre victoire est la victoire de tous les damnés de la terre, du Venezuela, en Amérique latine, au monde arabe, à la Palestine, à l'Irak, au Liban, à tous ceux-là on dit: "Les peuples sont capables de vaincre les grandes puissances, même armées jusqu'aux dents."

Le Hezbollah, est-ce une résistance religieuse? Quelle est votre identité?

Tout d'abord, on se considère comme un mouvement de libération nationale et on agit pour libérer nos terres occupées par Israël. Nous sommes un mouvement de libération qui essaie de défendre le Liban des agressions israéliennes dont nous avons souffert depuis plus de 50 ans. Nous sommes un mouvement de libération et de résistance nationale avec une dimension humaniste d'abord et nationaliste et islamique ensuite. Nous faisons partie de cette grande "ouma islamique" et on ressent les douleurs de ce monde islamique opprimé. Nous faisons partie du monde arabe qui souffre des effets de

l'occupation israélienne. Donc d'abord, nous sommes un mouvement de libération nationale, humaniste, arabe et islamique.

Deuxièmement, nous aspirons à créer l'Etat libanais libéré des calculs et des appartenances communautaristes. Un Etat dans lequel les citoyens sont égaux devant la loi, indépendamment de leur religion ou de leur communauté ou de leur appartenance politique. Nous voulons un Etat démocratique, un Etat de droit et institutionnel, l'Etat de la justice sociale et en plus un Etat qui est capable de défendre la souveraineté du territoire et la vie des citoyens. Nous ne cherchons pas à créer un gouvernement religieux. Le Liban est une société diverse, il y a des chrétiens et des musulmans. Les musulmans et les chrétiens se divisent en plusieurs courants. Nous comptons 18 communautés au Liban, c'est une société plurielle. Nous avons besoin d'un Liban qui soit un modèle pour notre monde islamique. Nous voulons montrer qu'on est capable de vivre ensemble avec des communautés différentes.

Quelle relation entretenez-vous avec la gauche?

Les marxistes ici au Liban sont nos alliés. Le Parti communiste libanais et la gauche en général sont nos alliés. Nous avons une différence idéologique, nous avons nos convictions et eux les leurs. On diverge sur ce point mais à ce moment de l'histoire de notre pays, c'est une divergence qui n'est pas importante. Pour nous, la question principale aujourd'hui: es-tu pour ou contre les Américains? Est-ce que tu es avec les opprimés dans le monde ou pas? Est-ce que tu refuses la domination du monde et l'augmentation de la brèche entre riches et pauvres ou pas? Nous refusons que



la division actuelle soit une division idéologique ou religieuse, que l'opposition se fasse entre chrétiens et musulmans, ou entre marxistes et croyants. La question aujourd'hui est de savoir qui est avec la domination américaine et qui est contre, qui est avec la résistance et qui est contre, qui est avec l'occupation et qui est contre, qui refuse la mondialisation sauvage et qui l'approuve. En toute honnêteté, je dis: les marxistes résistants se trouvent dans la même tranchée que nous et les musulmans non résistants comme les salafistes ou ceux qui s'allient avec les puissances mondiales sont très loin de nous.

Nous avons une spécificité chiite uniquement en terme de composition sociale. Cette composition a ses raisons religieuses et elle est liée à l'histoire du pays. Mais notre résistance n'est pas religieuse, elle est nationale. Notre projet politique est un projet national patriotique par excellence. On ne fait pas la différence entre une région ou une autre, que tu sois sunnite ou chiite. Economiquement, nous avons des réserves sur les politiques de la privatisation et on appelle à des études plus approfondies pour éviter une augmenta-

tion des prix. Nous sommes pour un rôle fort de l'Etat dans la gestion de l'économie au Liban. Je répète et je redis que notre programme politique et économique est un projet anti-néolibéral.

J'ai lu le programme du Parti communiste ici et j'ai remarqué qu'il n'y a pas de grandes différences entre leur vision politique et la nôtre. Je ne peux pas appeler notre programme politique un programme marxiste ou socialiste. Selon les critères occidentaux, on peut dire que notre vision du monde est proche de celle de la social-démocratie, donc pour un régime capitaliste libre, mais avec un rôle fort pour l'Etat en tant que régulateur de l'équilibre entre l'Etat et le marché. Nous refusons les privatisations et la réduction du rôle de l'Etat.

Quelle est la relation entre le Hezbollah et l'Iran?

D'abord, nous ne recevons nos décisions d'aucun parti en dehors du Liban, mais cela ne nous empêche pas d'être des alliés de l'Iran. L'Iran est dans une position de leadership dans la confrontation avec le colonialisme mondial et les tentatives de domination. Les Iraniens sont du côté du peuple libanais depuis 25 ans. Quand les Israéliens détruisent nos maisons, nos usines, nos régions, ce sont les Iraniens qui nous aident à les reconstruire. Si tu vas au sud Liban maintenant, tu verras comment les Iraniens contribuent à reconstruire les ponts, les routes, les hôpitaux. Regardez les Nord Américains. Ils soutiennent les Israéliens avec toutes sortes d'armes et les aides militaires américaines pour Israël cette année ont dépassé les 3 milliards de dollars. Pourquoi donc notre alliance avec l'Iran serait négative quand



l'Iran nous donne des aides sociales, économiques et éducatives et de développement? L'Iran est un ami du Liban, est un ami de tout le peuple libanais et du Hezbollah. Mais cela n'est pas contradictoire avec le fait que nous sommes un parti indépendant. Nous décidons de notre politique nous-mêmes. Les intérêts nationaux libanais sont notre guide pour nos décisions.

Quelle est l'importance de la chaîne de télé Al Manar pour votre lutte?

Al Manar est une institution civile de soutien à la résistance. Dans notre société, il ne faut jamais sous-estimer l'importance et la valeur des médias. Al Manar est devenu ces dernières années la deuxième chaîne arabe. De ce point de vue, Al Manar contribue dans notre lutte et joue un rôle important et primordial pour défendre la résistance. Ceci explique probablement les décisions nord américaines de classer Al Manar comme une institution terroriste.

Quelle est votre position sur la Palestine?

Je pense que la géographie palestinienne et les possibilités économiques pour la Palestine font en sorte qu'une stabilité n'est pas possible selon le modèle d'une solution à deux Etats. Nous croyons qu'il doit y avoir un seul Etat pour tous les Palestiniens de différentes communautés qu'ils soient juifs, musulmans ou chrétiens. Les Palestiniens, enfants de la région, ont le droit au retour pour vivre dans cet Etat. Ce sont eux qui doivent choisir la forme du régime politique et après cet Etat doit décider de tout ce qui est lié à la sécurité de cet Etat et à l'avenir de ceux qui vivent à l'intérieur de cet Etat. Selon nous, la stabilité en Palestine est liée à la création d'un seul Etat dans lequel tous les citoyens

seront égaux devant le droit, indépendamment du fait qu'ils soient juifs, musulmans ou chrétiens.

Y a-t-il un lien particulier entre Hugo Chavez, président du Venezuela et Hassan Nasrallah, le secrétaire générale du Hezbollah?

Quand il a parlé de Chavez sur la tribune devant un million de personnes, Hassan Nasrallah a appelé le président du Venezuela "brother Chavez". Nous sentons que cet homme est très proche de nous, qu'il est un camarade de route. Comme s'il y avait entre nous et lui une longue histoire de lutte commune, comme si son fusil était le nôtre. Nous l'aimons et le respectons et nous pensons qu'il y a des moyens de développer notre relation de telle sorte que ceci devienne un modèle de relation entre ce qui est de gauche et ce qui est islamiste.

Le général Aoun, de la communauté chrétienne, entretient une alliance avec le Hezbollah. Comment jugez-vous cette alliance?

Entre nous et le général Aoun, il y a une alliance et cette alliance-là est l'avenir de la stabilité au Liban. C'est une alliance entre deux forces qui sont politiquement les plus populaires au Liban. De notre point de vue, ces deux mouvements, le Hezbollah et le courant patriotique libre de Aoun, sont capables de créer un Etat réel, un Etat de droit. De notre point de vue, Aoun est le personnage politique libanais qui est le plus adéquat pour être président.

C'est un homme qui se bat pour une véritable indépendance et pour une véritable souveraineté, capable de jouer un rôle important au service de tous les Libanais. ■

Camile Dagher est avocat, militant du Groupement Communiste Révolutionnaire, la section libanaise de la IVe Internationale. Le groupe est petit, certes, mais respecté dans la gauche libanaise. PAR CHRIS DEN HOND, MIREILLE COURT ET NICOLAS QUALANDER

Camile Dagher, IVe Internationale Liban

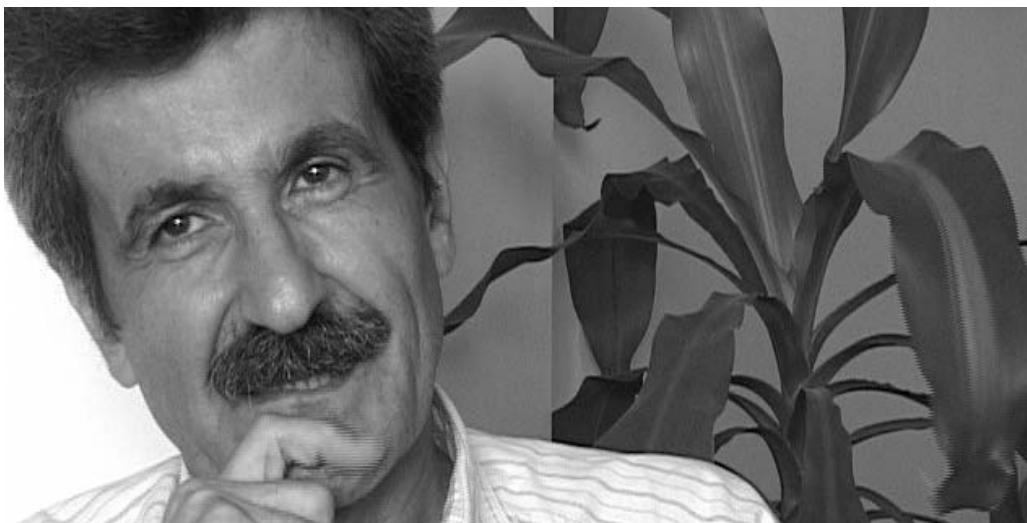
“Pour l’unification du monde arabe”

Quel rapport est-ce que la gauche peut entretenir avec le Hezbollah? Soutien inconditionnel, soutien critique ou réservé ou bien un rejet total d’un mouvement islamiste?

Il ne doit certainement pas y avoir un soutien inconditionnel au Hezbollah. Il ne faut pas seulement prendre en considération son rôle national, mais aussi son programme social que nous considérons comme assez conservateur par rapport aux femmes, au capitalisme et à la société de classes. Nous savons bien que le Hezbollah n’est pas contre la société de classes. Même l’Islam considère la société comme basée sur l’existence de classes.

Le Hezbollah n’est certainement pas contre le capitalisme. On pourrait dire que le Hezbollah n’a pas essayé de se distinguer dans son rôle dans le gouvernement libanais à propos de la privatisation et du néolibéralisme capitaliste. On pourrait considérer même que le Hezbollah à un moment donné a approuvé la privatisation et son ministre de l’électricité, un membre du Hezbollah, acceptait de faire des pas vers la privatisation du secteur de l’électricité. C’est sous la pression de sa base sociale que le Hezbollah a freiné la privatisation, mais en principe il n’est pas contre. Nous sommes pour un programme anti libéral et anti capitaliste, ce qui n’est pas le cas du programme du Hezbollah.

Donc ce qui nous lie au Hezbollah, c’est son programme national, sa position contre l’impérialisme mondial et surtout contre l’impérialisme nord américain et sa position contre Israël. Là nous trouvons qu’il y a beaucoup de choses à faire



avec le Hezbollah.

Le rôle du Hezbollah durant les années 90 jusqu’à la libération de la région frontalière libanaise au mois de mai 2000 a été quelque chose de très important, d’essentiel. Cela a beaucoup changé la vie politique libanaise et même toute la région arabe. Dans le monde arabe, les gens étaient habitués à ce qu’Israël occupe des territoires et ne se retire que de ses territoires qu’après des conditions terribles. Mais ici, au Liban, les Israéliens ont été obligés de se retirer sans conditions en 2000. La guerre des 33 jours en 2006 a aussi changé beaucoup de choses. Pour la 1ère fois, nous voyons qu’Israël n’arrive pas à occuper des terres arabes, qu’il perd même un grand nombre de ses soldats et ses officiers. C’est même pour la 1ère fois qu’on voit que la guerre ne se déroule pas seulement en territoire arabe, mais qu’elle se déplace aussi vers l’intérieur de l’Etat d’Israël. Cela est très essentiel, pas seulement pour la façon

dont les masses arabes perçoivent les choses, mais aussi pour les masses israéliennes.

Nous ne devons pas oublier que la résistance libanaise a débuté comme résistance des communistes et nationalistes arabes. La plupart des territoires libanais libérés durant les années 80 jusqu’à la région frontalière a été libérée surtout par les efforts et le travail des communistes. Un moment donné, que ce soit sous la pression syrienne ou même du régime iranien, le Hezbollah s’est vu obligé de faire la guerre aux communistes pour monopoliser lui-même la résistance contre l’occupation israélienne. Il est très important de s’en souvenir tout en reconnaissant le rôle positif du Hezbollah aujourd’hui. Maintenant nous considérons que les communistes libanais devraient se réarmer et jouer de nouveau un rôle essentiel dans la résistance. Ce n’est pas une résistance tout simplement pour récupérer les fermes de Cheba’ah.

Nous considérons que c'est une résistance contre l'existence de l'Etat d'Israël comme Etat raciste et religieux dans notre région et contre l'hégémonie américaine dans toute la région arabe, contre les bases militaires américaines dans le Prochain Orient et ailleurs dans le monde. Nous croyons qu'il doit y avoir un travail des communistes et des autres forces anti-impérialistes et anti-Israéliennes et anti-sionistes, un rôle à long terme, une guerre prolongée contre cette existence-là et cela ne se fait pas sans un rôle primordial des communistes et des forces progressistes. Pour toutes ces raisons, je crois qu'il doit y avoir un soutien de notre part et de la part de tous les communistes pour le Hezbollah, mais ce soutien doit être conditionné, critique et certainement réservé. "Marcher à part et frapper ensemble".

Quelle est votre position sur la Palestine? Deux Etats ou un Etat?

Ce matin, j'étais en train de traduire un petit texte que nous avons écrit et qui a été adopté comme résolution de notre groupe libanais trotskyste et par d'autres groupes communistes révolutionnaires arabes depuis 1973. Cette résolution a été publiée dans un petit livre : "La révolution arabe, sa situation actuelle et ses perspectives."

Dans ce texte, tiré de cette résolution, il y a une réponse à propos de la question palestinienne. Il dit qu'une des tâches essentielles de la révolution arabe, c'est l'unification du monde arabe, mais tout en respectant les droits légitimes des autres minorités dans le monde arabe, même le droit à l'autodétermination des nationalités comme la nationalité kurde ou la nationalité berbère.

En ce qui concerne le problème de l'existence d'Israël et de ce que nous considérons maintenant comme l'existence de la nation israélienne, nous avons une position nuancée: "La situation israélienne est tout à fait différente. La majorité persécutrice juive dans l'Etat d'Israël actuel a exercé essentiellement sa persécution en chassant les habitants arabes authentiques. Dans ce sens, l'unique position révolutionnaire serait la reconnaissance du droit total et



inconditionnel du peuple palestinien à l'autodétermination, c'est-à-dire son droit de retour à l'ensemble des territoires dont il a été chassé et de vivre libre de toute persécution nationale.

L'exercice de ce droit implique la destruction de l'Etat sioniste, créé sur des bases racistes, contraire à un tel perspective. La destruction de l'Etat israélien s'associerait à la disparition d'autres Etats arabes en vue de créer un Etat arabe unifié. Ainsi le caractère national de la révolution dans le Proche Orient ne se détermine pas seulement par la cause du peuple palestinien, mais aussi par le problème général de l'unité arabe. Dans ce contexte exactement se pose la question des habitants juifs actuels en Israël qui vont se transformer en minorité après la disparition de l'Etat sioniste.

Le programme de la démocratie ouvrière envers eux, comme envers tout groupe national est contraire à tout chauvinisme et a été jadis défini clairement par Lénine. Non à toute hégémonie de n'importe quelle nation ou de n'importe quelle langue, non à toute persécution, à toute injustice contre une minorité nationale. Ceci signifie garantir tous les droits civils et culturels aux habitants juifs et l'égalité totale entre juifs et arabes. La révolution arabe ne pourra pas accepter de créer un Etat avec des ambitions expansionnistes ou un Etat armé par l'impérialisme. Ca c'est le texte qui a été écrit en 1973.

Ce texte est-il toujours valable? La direction palestinienne a accepté l'existence de l'Etat d'Israël à un moment donné. Restez-vous sur cette position que l'existence de l'Etat d'Israël est contraire aux droits des peuples dans la région?

C'est compliqué. La reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël et son existence sur 80% du territoire palestinien historique complique beaucoup les choses. Mais cela ne change pas notre position essentielle, celle d'une solution révolutionnaire de la cause palestinienne et de l'existence de l'Etat d'Israël. Quand il y a eu reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël, nous étions contre. Nous avons critiqué amèrement cette reconnaissance-là et les accords d'Oslo, nous étions contre ces accords. L'OLP elle-même avait au début un programme dans lequel elle considérait qu'il devait y avoir un Etat démocratique palestinien qui inclurait des juifs et des Palestiniens à pied d'égalité dans un Etat démocratique. Mais après les choses ont changé, l'OLP a modifié son programme et a accepté qu'il y ait un Etat palestinien seulement sur les territoires occupés de 1967.

Maintenant les régimes arabes, et même l'OLP, acceptent qu'il y ait un Etat palestinien dans ces territoires sans le droit de retour des Palestiniens dans les territoires occupés en 1948. Nous trouvons que c'est tout à fait injuste. Le droit de retour des Palestiniens est un droit légitime et ce droit a été reconnu par les Nations Unies dans des dizaines de résolutions. Pour nous, il faut qu'il y ait une solution révolutionnaire à toute la question juive. Nous considérons qu'il doit y avoir un changement dans le monde arabe qui pourrait aider à ce que les juifs arabes, qui se trouvent maintenant dans l'Etat d'Israël, puissent exercer leur droit au retour dans leur pays d'origine: au Yémen, en Syrie, au Liban, en Egypte, en Irak et dans le Maghreb arabe où ils seraient traités à pied d'égalité et d'une façon démocratique. ■

En Belgique, les échecs pour construire une nouvelle formation politique qui puisse unir et traduire les luttes contre la politique néolibérale s'accumulent. Ailleurs en Europe, si le bilan est contrasté, on constate tout de même plusieurs réussites. Ces nouveaux partis de gauche désormais bien ancrés dans le paysage politique se sont souvent constitués dans un contexte national très spécifique. Il n'y a donc pas de processus linéaire ou de " modèle à suivre clé en mains " pour constituer une nouvelle force de gauche. Au sein de la gauche radicale, notamment dans la IVe Internationale, un débat s'est lancé sur le bilan et l'enjeu stratégique des ces expériences. PAR MATTHIAS LIEVENS

Recomposition à gauche et STRATÉGIE

Dans un certain sens, la lutte contre le néolibéralisme se trouve aujourd'hui et dans plusieurs pays dans une nouvelle phase, la troisième du genre. Lorsque la classe dominante a entamé son offensive néolibérale au début des années 80, il s'agissait dans cette première phase de résister, de maintenir les positions. Les organisations de la gauche radicale, souvent nées dans les années '60 et au début des années '70, étaient convaincues à la fin de cette dernière décennie que la révolution était à l'horizon. Elles ont donc été surprises par le virage néolibéral ; alors qu'elles pen-

rière plan ou ont quasiment disparues des débats parmi les forces révolutionnaires et, à partir de la fin des années 80 et du début des années '90, s'est initié un processus de reComposition à gauche dans une série de pays européens. En 1989 au Danemark, l'Alliance Rouge Verte fut créée et deux ans plus tard, en 1991, ce fut au tour de Rifondazione Comunista (PRC) en Italie, ouvrant ainsi pour la gauche radical une deuxième phase dans la lutte contre le néolibéralisme. Au cours de la décennies des années '90 et au début des années 2000, d'autres pays européen ont vu

en Allemagne.

La ligne de démarcation de la participation gouvernementale

Aujourd'hui, la participation dans divers gouvernements de certaines de ces nouvelles forces politique à réouvert les discussions stratégiques. En Europe, l'exemple emblématique étant le soutien par Rifundazione Comunista du gouvernement Prodi en Italie. Le PRC avalise désormais loyalement la politique du Premier ministre Prodi, ancien président de la très néolibérale commission européenne. De rares élus de Rifundazione Comunista, comme notre camarade sénateur Franco Turigliatto, se sont prononcés contre l'envoi de militaires italiens en Afghanistan et ont pour ce fait été immédiatement exclus. Or, au cours de ces dernières années, Rifundazione Comunista avait gagné une légitimité forte en critiquant le passé stalinien du vieux PCI et en s'investissant dans le mouvement alterglobaliste et dans les mouvements sociaux.

Tout cela est aujourd'hui largement en miette à cause du soutien du PRC au gouvernement néolibéral de Prodi, soutien qui repose exclusivement sur la crainte d'un retour au pouvoir de Berlusconi. Face à la dérive, nos camarades italiens ont pris leurs responsabilités en constituant une fraction ouverte dans le parti, " Sinistra critica ", qui rassemble plus d'un millier de militants et qui évolue inexorablement en tant que force politique autonome dont la place au sein du PRC sera inévitablement à court terme.

saient que le vent de la révolution allait gonfler leurs voiles, elles se sont subitement retrouvées condamnées à ramer à contre-courant.

Les questions stratégiques centrales des années '60 et '70 sont passées à l'ar-

émerger avec plus ou moins de succès de nouveaux partis de gauches, anticapitalistes ou anti-néolibéraux: le Bloc de gauche au Portugal, le Parti socialiste écossais (SSP), le Socialistische partij (SP) au Pays-Bas, " Respect " en Angleterre et tout récemment Die Linke,



DIE NEUE LINKE IN EUROPA

L'évolution du Parti des Travailleurs brésilien (PT) du président Lula da Silva a également provoqué un débat foisonnant dans la gauche radicale. Le PT avait été créé au début des années '80 suite à la lutte des travailleurs du secteur automobile de Sao Paulo contre la dictature. Pendant les longues et sombres années de l'offensive néolibérale sans entraves, le PT a été comme un phare pour la gauche radicale. Et aujourd'hui, Lula mène une politique qui suit avec dévotion l'agenda des marchés financiers et des institutions internationales. Pour la section brésilienne de la IVe Internationale, qui a fortement contribué à construire le PT pendant plus de deux décennies - et pour toute la gauche brésilienne - l'évolution droitière du PT de Lula est un véritable traumatisme. Signe d'espoir, des membres dissidents ou exclus à la gauche du PT ont constitué le nouveau parti PSOL, dont la très populaire porte parole, Helena Heloïsa, a obtenu plus de 7% lors des dernières élections présidentielles. Mais le chemin est encore long et les ravages et la désorientation causées par le virage du PT seront lent à se résorber.

Relevons également dans cette série "maudite" la participation gouvernementale du PDS (l'ex parti communiste d'Allemagne de l'Est) à Berlin, où il siège avec les sociaux-démocrates du SPD pour y mener une vulgaire politique néolibérale d'austérité. Cette dérive a provoqué de graves conflits et tensions avec l'aile berlinoise du WASG (nouvelle formation politique née surtout à l'ouest à partir des mécontents de la social-démocratie, de syndicalistes et de la gauche radicale). Au niveau fédéral, le WASG et le PDS forment désormais ensemble le nouveau parti "Die Linke" (La Gauche), qui possède plus de 50 élus dans le Bundestag et plusieurs milliers de membres, ce qui constitue un pas en avant significatif. Mais, ombre importante au tableau, la WASG berlinoise a été en dehors du processus d'unification, et on le comprend aisément.

En France, le tableau est encore plus contrasté. L'unité large contre le projet de constitution européenne ne s'est pas traduite dans une unité autour d'une ori-

entation politique pour les élections présidentielles. La question stratégique centrale qui a été posée par nos camarades de la LCR française - et par eux seulement - était la relation d'une telle unité politique éventuelle avec le PS. Donc, la question d'une éventuelle participation ou soutien à un futur gouvernement social-démocrate. Le Parti Communiste français et le courant rassemblé autour de la candidature de José Bové se sont refusés à clarifier sans ambiguïtés leur point sur ces questions. Pour sa part, la LCR avait conditionné préalablement toute collaboration au processus unitaire au refus clair de toute participation ou soutien à un gouvernement avec le PS. Avec le recul, la position de la LCR semble avoir été clairvoyante au vu du contenu désastreux de la campagne de Bové et du PCF, de leurs bilans respectifs en regard de celui d'Olivier Besancenot (candidat de la LCR qui, lui martelé sa totale indépendance face au PS et en cueillis de bons scores. Sans oublier le ralliement de Bové à Ségolène Royal en acceptant une mission qui lui serait confiée en cas de victoire, ralliement opéré avant même le second tour !

Mais plus que de clairvoyance, il s'agissait surtout de retenir les leçons du passé : un gouvernement à l'image de celui de la "Gauche plurielle" (PS, PCF, Verts) entre 1997 et 2002, aurait de facto mené à une politique néolibérale. Des mobilisations massives ont eu lieu en France contre le néolibéralisme ; contre le contrat de première embauche (CPE), la réforme des retraites et la Constitution européenne. La LCR a refusé que ce mouvement de masse soit à nouveau confronté à une "gauche plurielle bis" qui lui couperait les ailes.

Car la question stratégique centrale est bien celle-là : une victoire électorale ou la participation dans des instances élues n'a de sens que si elle permet d'élever les niveaux de conscience et de mobilisation des masses et non de les réduire comme ce fut à chaque fois le cas lorsque des forces de gauche participent à des gouvernements de coalition avec la social-démocratie.

Impossibilité du réformisme social-démocrate

Suite à ces divers événements, un débat complexe a été entamé dans la gauche radicale. Comment affronter efficacement les politiques néolibérales afin de les briser? Dans quelle mesure cette contre-offensive implique-t-elle également une rupture avec le capitalisme en tant que tel? Quel type de parti pourrait y parvenir (anti néolibéral, anticapitaliste ou révolutionnaire)? Quelle attitude à adopter vis-à-vis d'une possibilité de participation au gouvernement?

Ce débat se déroule en partie dans un contexte assez nouveau pour la gauche radicale. Il s'agit notamment - et d'abord - de savoir s'il existe ou pas aujourd'hui un espace pour une politique réformiste de type social-démocrate "classique" : autrement dit pour une force politique du mouvement ouvrier qui soit capable de "forcer" la bourgeoisie à accepter un nouveau "compromis social" dans le cadre d'un Etat qui redistribue plus équitablement les richesses et assure une série importantes de fonctions sociales en faveur de la majorité tout en intégrant partiellement le mouvement ouvrier à cet appareil d'Etat. Une des hypothèses qui vit dans le débat actuel consiste à dire qu'un tel espace s'est

aujourd'hui fortement limité, voir qu'il est inexistant. Nous ne parlons bien entendu pas ici des partis sociaux-démocrates actuels qui se contentent tous - quelle que soit la version nationale - de prôner l'application d'une variante néolibérale. La question se pose ici pour les nouveaux partis de gauche que nous avons évoqués ci-dessous, ceux issus d'un processus de recomposition ou de reconstruction de gauche et qui ont bien souvent une perspective stratégique confuse qui les fait parfois glisser assez vite vers une nouvelle version de la social-démocratie d'autrefois.

Il faut rappeler ici que le " compromis social " conclu après la Seconde guerre mondiale a été difficile à digérer pour la bourgeoisie. Dès qu'elle en a eu la possibilité, surtout à partir de la fin des années '70, elle n'a eu de cesse que de s'attaquer aux conquêtes sociales issues de ce compromis historique. Au cours des trente années qui ont suivi et jusqu'à aujourd'hui, la bourgeoisie a accumulé victoire après victoire dans la lutte de classe internationale. Les rapports de forces se sont tellement dégradés pour les travailleurs qu'elle a le vent en poupe et n'est donc nullement prête à faire à nouveau des concessions comme par le passé. La France illustre de manière frappante ce phénomène. La classe ouvrière y est très combative et cette combativité s'exprime partiellement en dehors du mouvement ouvrier organisé traditionnel. Des millions de personnes ont manifesté contre les différents plans d'austérité des divers gouvernements au cours de ces 10 dernières. Le CPE a dû être retiré, mais la droite ne s'est pas avouée vaincue et elle poursuit aujourd'hui l'offensive un cran plus haut avec le gouvernement Sarkozy.

Il faut également noter la manière dont le capitalisme actuel limite radicalement l'espace pour un nouveau " compromis social ". L'avant-garde de la bourgeoisie néolibérale pense d'une façon cosmopolite. S'il est vrai que les grandes multinationales opèrent à partir de grands Etats impérialistes, l'organisation de leurs activités économiques et la façon dont ils essaient d'en donner une traduction politique a avant tout comme point de

départ le marché mondial lui-même. La stratégie de gestion des processus de production et des " ressources humaines " de ces multinationales se résume en deux mots: "restructuration permanente". Cette stratégie leur permet de mettre en concurrence leurs propres filiales dans différents pays et leurs travailleurs en concurrence entre eux, au sein d'un même groupe.

Si un gouvernement, n'importe où dans le monde, ose appliquer une politique un peu trop sociale, il est immédiatement sanctionné par un désinvestissement massif ou une vague de délocalisations, avec licenciements à la clé. Les marchés financiers réagissent immédiatement contre une politique qui va à l'encontre de leurs intérêts.

Le cas du Venezuela de Chavez qui, malgré toutes les limites et contradictions, mène bel et bien une politique de redistribution des richesses, est l'exception qui confirme cette règle car la richesse stratégique pétrolière lui permet en grande partie d'éviter une vague massive de désinvestissements, etc. Mais il n'a pas pour autant été épargné par les tentatives de coups d'Etat ou de déstabilisation économique menée par la bourgeoisie vénézuélienne avec l'appui du capital international et de ses sbires à Washington ou dans l'Union européenne. Autrement dit, en règle générale, l'espace national pour mener une politique de type réformiste social-démocrate classique est également très limité.

Tout sauf Sarkozy, Balkenende, Berlusconi, Merkel?

Les nouvelles forces de la gauche radicale créées dans les années 90 se trouvent aujourd'hui dans une situation dans laquelle il y existe donc fort peu d'espace pour un nouveau compromis social. La capitulation de la social-démocratie entraîne de nombreux travailleurs à voter pour des partis de droite, conservateurs, réactionnaires et même fascistes. Les nouveaux partis de la gauche radicale ne parviennent à capter qu'une faible partie du mécontentement social dans la majorité sociale, tandis qu'ils



sont confrontés à une droite de plus en plus musclée.

Dans un contexte de résistance purement défensive du mouvement ouvrier et social, la tentation est grande de participer à des gouvernements " de gauche ", voir de " centre-gauche " en les présentant comme un " moindre mal ". Des leaders tels que Bertinotti, le dirigeant de Rifondazione Comunista, considèrent que les mouvements sociaux ont échoué dans leur rôle de barrage contre le néolibéralisme. Sous le mot d'ordre "Tout sauf Berlusconi", il a lié son sort à celui de Romano Prodi et de son gouvernement dénommé de " centre gauche " pour la façade, mais typiquement néolibéral dans les faits.

Le retour de la question stratégique

Ce genre de situation remet la discussion sur la stratégie à l'ordre du jour. De nombreuses formations de la gauche radicale qui sont nées ces dernières années ont vu le jour sans perspective stratégique claire. Ce qui n'est pas étonnant vu leur conditions d'émergence : elles ont parfois été créées autour de terrains de lutte concrets mais hétérogènes contre les politiques néolibérales et leur composition provient souvent d'un amalgame de divers groupes et organisations politiques révolutionnaires - ou ex-révolutionnaires-, d'activistes sociaux, de syndicalistes, d'ex-sociaux-démocrates etc.

S'il n'est pas résolu, ce manque de per-



spective stratégique clairement assumé les rend à terme vulnérables à la tentation de participer dans des gouvernements sociaux libéraux ou des compromis boiteux. On peut se poser la question de l'évolution du SP hollandais par exemple si ce parti continue à croître comme il le fait aujourd'hui et qu'il serait invité à participer à un gouvernement. La même chose vaut pour Die Linke en Allemagne.

Il ne faut évidemment pas tirer de conclusions hâtives et trop générales en faisant abstraction de la situation concrète et nationale. Mais il faut néanmoins constater qu'il existe bien un cadre général dans lequel différents phénomènes peuvent être analysés. La situation décrite ci-dessus vaut même partiellement pour la situation en Amérique latine, où l'espace pour le populisme "classique" diminue à cause de la forte pression des institutions internationales et des marchés financiers. C'est sans doute là une des explications de la radicalisation d'une figure comme Hugo Chavez - ou à contrario de la capitulation de Lula - face au néolibéralisme. Confronté à un espace limité pour mener une politique sociale-démocrate ou populiste classiques, le choix se limite alors à deux options : l'adoption d'une variante des politiques néolibérales (Lula) ou la volonté de rupture avec le capitalisme (Chavez).

Mais la situation reste encore très contradictoire. Après plus de 20 années de politiques néolibérales, la conscience de classe s'est considérablement détériorée. Les syndicats, dans la plupart des

pays, se sont affaiblis, la lutte des classes est avant tout défensive - et parfois même corporatiste. Ces éléments rendent plus difficile de mener à bien un discours et des campagnes anticapitalistes. Les anticapitalistes et les révolutionnaires se trouvent donc aujourd'hui devant d'immenses difficultés. C'est à la gauche anticapitaliste de remplir le vide politique laissé par la droitisation de la sociale-démocrate officielle, tout en ne retombant pas dans ses ornières du passé. Dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest le potentiel pour créer des formations anti néolibérales et/ou anticapitalistes existe bel et bien, mais les conditions concrètes qui permettent à ce potentiel de se cristalliser dans une organisation n'existent pas de manière permanente, elles sont directement liées aux niveaux de conscience et des luttes sociales.

Lorsqu'ils parviennent malgré tout à émerger et surtout à se stabiliser, ces nouveaux partis prennent souvent comme programme une série de demandes immédiates anti néolibérales et démocratiques. La difficulté majeure est donc la suivante: si c'est la responsabilité historique de la gauche révolutionnaire de remplir aujourd'hui le vide politique résultant de la droitisation de la social-démocratie en construisant de nouvelles forces politiques larges, bien souvent ces dernières donnent naissance à une social-démocratie tiraillée entre deux pôles inconciliables: anticapitalisme ou participation à un gouvernement social libérale.

Leçons pour la Belgique?

En Belgique on ne peut pas dire que ce type de débat soit très vivant. Peut être parce que, pratiquement, nous sommes toujours coincés dans la première des trois phases de la lutte contre le néolibéralisme: la résistance sociale, la rame intensive à contre courant... Malgré plusieurs tentatives, la gauche radicale en Belgique n'a toujours pas réussi à se doter d'un nouvel instrument pour mener cette lutte d'une manière efficace et unificatrice au niveau politique. Les conclusions qu'on peut tirer des bilans et des débats stratégiques existant dans dif-

férents sont à faire pays par pays. En Belgique, le mot d'ordre de la LCR française pour un nouveau parti anticapitaliste n'est pas à l'ordre du jour car il n'existe pas dans ce pays de nouvelle génération (à une échelle de masse) militante car grandie dans des luttes parfois victorieuses et capable de répondre à cet appel.

La chose serait par exemple distincte si le PTB se réorientait pour créer une nouvelle formation de gauche. Autre possibilité ; la création d'une nouvelle force à partir des secteurs syndicaux combattifs ou d'ex-sociaux-démocrates de gauche. Mais ce n'est qu'à partir du moment où des secteurs importants de la société se mettent en mouvement qu'une nouvelle force politique à gauche pourra voir le jour.

Les forces de la gauche révolutionnaires sont incontestablement capables de donner un soutien décisif dans des mouvements des luttes partielles, mais la lutte de classe constitue un ensemble complexe composée de toutes sortes de combats. Et comme disait Clausewitz, ce sont les grands combats centraux qui sont déterminants pour les petits. Dix batailles héroïques à la Splintex ne pèsent pas face à une bataille centrale dans lequel le mouvement ouvrier se heurte frontalement à la politique néolibérale et échoue, comme au cours du Pacte des générations. Une petite victoire ou une lutte exemplaire pâlit quand il y a une épreuve de force centrale perdue qui la suit.

La gauche radicale ne devrait pas se contenter de succès partiels, de batailles locales ou d'une bonne intervention des organisations. Elle doit aussi se focaliser sur les combats centraux. Il faut une force politique capable d'intervenir aux moments cruciaux, les moments où la classe des travailleurs se heurte ouvertement au néolibéralisme: le Pacte des générations, la Marche blanche, le Plan global, de tels moments ne manquent pas mais sont espacés dans le temps. Il faut donc s'y préparer dès maintenant. ■

Ensemble avec Jef Sleenckx et George Debunne, Lode Van Outrive, ex-parlementaire SP.a, a été à l'origine du Comité voor een Andere Politiek (CAP). Aujourd'hui il constate avec amertume que cette tentative de construire une alternative politique de gauche a totalement échoué. "Nous voulions arriver à une seule liste de gauche", raconte-t-il dans une interview accordée à La Gauche, "mais le PTB refusait l'unité et dans le CAP on a fait sauter les ponts avec notre partenaire francophone Une Autre Gauche." Lode craint que de cette manière la gauche restera longtemps sans voix au parlement. "Les groupes de gauche n'apprendront vraisemblablement jamais". ENTRETIEN PAR DAVID DESSERS ET MATTHIAS LIEVENS

Lode Van Outrive: "On peut oublier le CAP"

Le CAP a décidé de participer aux élections du 10 juin dernier. Nous avons eu l'impression que tu te tenais plutôt à l'écart pendant cette campagne...

Lode Van Outrive: Je n'étais plus du tout d'accord avec l'évolution prise par le CAP. Si tu compares avec le but original, le CAP s'est mué en tout autre chose. Que voulions-nous, Sleenckx, Debunne et moi-même ? Qu'émerge pour toute la gauche une seule liste, aussi bien en Flandres, en Wallonie qu'à Bruxelles.

Nous avons trouvé un excellent partenaire en Belgique francophone, avec Une Autre Gauche (UAG). Au congrès du CAP du 28 octobre 2006 nous avons approuvé trois choses. D'abord la fondation d'un nouveau mouvement politique. Deuxièmement, une aussi bonne collaboration que possible avec UAG. Et tertio, là où c'est possible, participer aux élections. Voilà le but. Mais nous avons dû constater par après que l'initiative a pris un tout autre tournant. Pour moi, c'est au moment où le PTB a refusé d'arriver à une liste unitaire que le cours a été vicié. C'était le début. Ce parti voulait collaborer à Anvers uniquement, et à condition que Jef Sleenckx soit sur la liste. Pendant les discussions il est devenu rapidement clair qu'il se confirmait une fois de plus que le PTB voulait se présenter seul. A mes yeux, ce refus était le début de toute la faillite de cette entreprise CAP.

Il y a eu des discussions avec d'autres groupes, discussions très inégales. Entre-temps nous avons vu comment le MAS/LSP voulait également suivre son propre cours. Ils se sont plus ou moins emparés du CAP sous le prétexte que: "C'est quand même nous qui faisons le travail !" Et effectivement, ils avaient à peu près tout en main. Puis il y eut cette

rupture entre le MAS et UAG, pour des raisons qui ne sont pas encore si claires pour moi. Le MAS forme une seule organisation nationale avec le LSP et j'avais quand même fortement l'impression que le MAS se retirait d'UAG parce qu'il ne réussissait pas à en prendre seul la direction, comme c'était le cas au CAP. Cela me semble encore aujourd'hui la raison fondamentale de cette rupture du MAS d'avec UAG.

Après cette rupture, le MAS a alors entamé immédiatement la construction des CAP en Wallonie sous sa propre direction. J'y étais opposé depuis le début, pour la simple raison que nous avions un accord avec UAG, que je voulais respecter. A partir de la construction des CAP francophones, l'affaire a vraiment commencé à se dégligner. En outre, Sleenckx, Debunne et moi-même, nous ne nous imaginions pas participer aux élections à notre âge. Debunne est âgé et sa santé est ébranlée. Je connais mes propres petits problèmes de santé. Et Jef avait des problèmes familiaux qui l'empêchaient d'être candidat. Tu sais, j'ai fait de la politique avant. J'ai vu ce qui est exigé quand on s'y engage. C'est le jour et la nuit. Quand tu veux bien faire, la politique te préoccupe sans arrêt. Nous ne nous sentions plus les forces de nous engager de cette façon.

Pourtant le CAP a continué la préparation des élections ...

Lode Van Outrive: En effet, poussé principalement par le LSP/MAS. Il y a eu deux réunions du CAP. Je ne trouvais pas du tout que c'était une bonne idée, puisque cela allait à l'encontre des accords avec UAG. Et c'est ainsi que nous sommes allés vers ces élections. Cela n'a rien rapporté. Ici et là un chiffre



intéressant. Cela s'est fait principalement parce qu'en Flandre surtout il y eut quand même quelques indépendants qui ont franchi le pas pour être candidat sur la liste.

Maintenant, la plupart de ces indépendants - et j'en connais un bon nombre - ne savaient pas du tout de quoi ils retournaient. C'était en premier lieu des personnes qui en avaient soupé du SP.a parce qu'ils trouvaient que ce parti était devenu un parti néo-libéral comme les deux autres partis traditionnels. Ils voulaient en premier lieu construire une alternative au SP.a, se présenter contre le SP.a. Voilà leur motivation. Ces personnes n'avaient aucune idée du rôle que le LSP/MAS jouait dans le CAP. Ils ne le connaissaient pas et ne l'ont pas vu. Ce sont pourtant ces personnes qui ont marqué quelques résultats spectaculaires, comme au Limbourg. La conclusion pour moi: avec tous ces groupes de gauche tu n'avances pas. Le SAP/LCR a quant à lui décidé de ne pas se présen-

ter. Le CAP aurait dû être aussi intelligent qu'UAG, qui n'a pas déposé de liste. Dans le Hainaut, il y avait trois ou quatre listes de gauche. C'était donc très intelligent de ne pas déposer encore une liste à côté des autres. Le CAP aurait mieux fait de suivre cet exemple.

A un certain moment je me suis retiré du débat. Je n'ai plus rien dit, ni en pour ni en contre. C'était surtout par respect pour les indépendants, dont un nombre de bons amis, qui ont quand même décidé de participer à la campagne. La tête de liste à Louvain, Danny Carleer, est devenu un bon ami. Je ne voulais pas abandonner ces personnes, mais chacun savait que je n'étais pas du tout d'accord avec la façon dont les choses évoluaient. Jef Sleeckx était plus hésitant que moi. Il pensait évidemment aussi aux indépendants, dont il avait apporté un bon nombre. Mais bon, voilà donc mon jugement sur le CAP. Notre initiative a échoué. Point.

Le CAP a obtenu un piètre score alors qu'un groupe de personnes de gauche, actifs, des syndicalistes etc. y avaient cru. Que faut-il faire aujourd'hui selon toi?

Lode Van Outrive: C'est une autre question. Je pense que l'expérience du CAP a clairement montré qu'il y existe une base pour une formation politique de gauche conséquente. Mais si nous avions vraiment voulu atteindre ce public dans ces élections, nous aurions dû proposer une véritable liste unitaire. Je répète encore une fois: le PTB a refusé notre proposition de liste unitaire. Si ce parti avait participé, nous aurions sûrement pu bâtir une liste unitaire. Alors il n'y aurait probablement eu aucun groupe à rester sur le carreau. J'éprouve donc, avec beaucoup d'autres personnes, une déception énorme à l'égard de tous ces groupements de gauche, quels qu'ils soient! Nous vivons dans une démocratie, je ne veux pas nier à aucun de ces groupes le droit d'exister. Mais ils n'ont toujours pas compris. Vont-ils comprendre un jour? Je n'en sais rien.... C'est le tour à une autre génération.

Nous n'allons pas recommencer, n'y pensons même pas. Déjà en juin, on nous reprochait que nous étions un club du

troisième âge. C'était même exact dans un certain sens. Nous avons tous les trois atteint un certain âge. Parmi les indépendants, il y a sûrement un nombre de personnes qui sont prêtes à recommencer, mais pas tout de suite avec ces groupements de gauche. Et je leur donne raison sur ce point. En 2009, il y aura de nouvelles élections. Cela donne une nouvelle chance. Mais si je lis bien les groupes de gauche; ils sont encore et toujours convaincus d'avoir tout à fait raison. Donc je dis: ne compte pas sur eux. Tu y trouveras par la force des choses des personnes qui pourront apporter une contribution valable. Mais construire une alternative via ces groupes de gauche, je n'y crois absolument plus.

Le bilan que la LCR/SAP fait de toute l'opération CAP recoupe pour une bonne partie celui que tu fais. C'est la raison pour laquelle nous plaidions déjà en février contre la participation électorale. Mais pour arriver un jour à une liste unitaire, il faudra bien y impliquer ces organisations de gauche....

Lode Van Outrive: J'ai dit quels groupes portaient selon moi la plus grande responsabilité dans l'absence d'une alternative de gauche. C'est très clair pour moi. Je pense donc que la colonne

vertébrale d'un nouveau mouvement de gauche doit être formé par des personnes indépendantes, des syndicalistes, des ex des partis socialistes. Ils devront donner la première impulsion, et peut-être que des personnes des groupes de gauche pourront ensuite y être impliquées.

Dans sa forme actuelle, le CAP n'a en aucun cas une chance de survie. C'est devenu, vers l'extérieur, un petit groupe de la petite gauche comme les autres. Le MAS-LSP veut le maintenir en vie, mais ce sera sans moi... Je trouve d'ailleurs que ce ne serait pas très correct si une fraction des personnes que nous avons rassemblées continue avec le CAP qui sera alors entièrement devenu une couverture du MAS-LSP. Je connais notre histoire, tu sais. Nous savions que les tentatives du passé n'avaient connu que des échecs. Nous avons essayé encore une fois. Hélas, nous avons dû constater qu'on n'a toujours pas compris, et qu'on préfère la division à l'unité. Jamais cela réussira de cette manière. C'est à une nouvelle génération de lancer une tentative. Pour faire quelque chose en 2009, il faut commencer dès aujourd'hui. Mais nous le ferons plus. C'est exclu. Une nouvelle génération doit s'y coller. Peut-être goûtera-t-elle au succès. ■

UAG: se redéfinir dans un contexte difficile

Une autre gauche (UAG) a tenu une journée de réflexion à Cuesme (Mons) le 1er septembre dernier. Une soixantaine de personnes y ont discutés des propositions d'actions autour de thématiques telles que le changement climatique, la libéralisation du secteur de l'énergie, les lois antiterroristes et le mini-traité européen. La discussion se poursuit par ailleurs sur la nature et l'avenir de l'initiative dans un contexte pour le moins difficile après les élections du 10 juin. Contexte qui explique pour une bonne part l'absence de dynamique actuelle dans l'initiative, qui est pour le moins au ralenti. Si UAG avait fait le choix correct de ne pas déposer de listes, elle "paye" malgré tout le climat social ambiant plutôt morose, la démoralisation et le désenchantement suscités par la division et les résultats de la gauche radicale dans son ensemble.

La LCR continue à apporter son soutien à l'initiative, mais en tenant compte du contexte pour le moins défavorable que nous traversons actuellement. Nous pensons qu'UAG ne peut raisonnablement pas espérer se développer de manière numériquement significative dans le court terme. Il s'agit plutôt de réfléchir à comment maintenir un espace qui permette le débat, la convergence et l'unité d'action, en attendant des conditions plus favorables pour un projet de construction d'une nouvelle force de gauche. Et surtout une reprise des luttes qui seule peut agir avec poids en faveur de l'unité. Une conférence aura lieu le 24 novembre afin d'adopter une résolution politique et un schéma organisationnel. Nous y défendrons le point de vue du caractère nécessaire d'UAG comme lieu de débat et d'unité d'action et non comme une "organisation" à part entière avec des règles de fonctionnement et une délimitation politique trop formalisées et rigides qui n'en ferait qu'une organisation de la gauche radicale de plus à côté de celles déjà existantes. ■

A. Riera

Record de participation absolu pour la XVI^e édition de l'Université d'été de nos camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire française. Cette année, plus de 1.000 participant/es se sont retrouvés à Port Leucate, près de Perpignan. Au centre des débats: l'appel de la LCR à la construction d'un nouveau parti anticapitaliste de masse. PAR JEAN BELISAIRE

France: le défi du nouveau parti ANTICAPITALISTE

Fait significatif: un quart des assistant/es étaient là pour la première fois. A noter également la forte présence de jeunes et de femmes, une conséquence des progrès accomplis par la LCR au cours des ces dernières années de luttes sociales en France - campagne pour le "Non" au Traité constitutionnel européen, mobilisation contre le CPE, etc. - ainsi que des différentes échéances électorales, dont les dernières élections présidentielles dans lesquelles Olivier Besancenot, porte parole de la LCR, a recueilli un million et demi de votes, dépassant largement le PCF et se positionnant comme la candidature de gauche la plus populaire après Ségolène Royal. De fait, la majorité des 4.000 membres que compte actuellement la section française de la IV^e Internationale milite depuis 2002, à partir de la première campagne présidentielle de Besancenot. Au cours de ces derniers mois de campagne présidentielle, plus de 1.000 adhésions ont été enregistrées.

Ces éléments aident à comprendre le vif intérêt suscité par le débat phare de cette Université d'été; la construction d'un nouveau parti anticapitaliste large, capable de répondre aux exigences de la situation actuelle. Une situation dominée d'un part par le triomphe de Sarkozy, archétype d'une droite néolibérale agressive et décidée à mettre à mal les conquêtes sociales et les travailleurs et, d'autre part, par l'effondrement d'une gauche traditionnelle profondément engluée dans l'ordre dominant et les institutions du capitalisme mondialisé.

La récente incorporation de Michel Rocard, qui fut premier ministre socialiste à l'époque de Mitterrand, au staff déjà nombreux de personnalités de "gauche" qui ont répondu aux sirènes de Sarkozy, constitue un nouvel exemple embléma-

tique de la déroute morale et politique du social-libéralisme. Le PCF quant à lui poursuit son déclin, plus que jamais arrimé à la préservation de son appareil et incapable de dépasser la perspective d'un accord avec le seul Parti socialiste.



Résistance sociale et politique

Dans le meeting final de l'Université, le discours du porte-parole de la LCR Olivier Besancenot a secoué les énergies militantes. Reprenant les thèmes de la motion récemment adoptée par la Direction nationale de la LCR en préparation du prochain congrès de l'organisation au mois de décembre, Olivier a lancé une double proposition. Tout d'abord un appel au front unique de toutes les organisations politiques, sociales et syndicales pour résister et mobiliser face aux politiques antisociales de Sarkozy.

Et ensuite un appel à commencer un processus de construction d'un nouveau parti anticapitaliste, spécialement destiné à la jeunesse et à tous les "anonymes" afin qu'ils puissent avoir droit à la parole et reconstruire les solidarités de la classe élémentaires, et ceci afin d'aller plus loin que les seuls cercles militants des organisations de gauche.

Un parti qui *"doit tourner une page de l'histoire du mouvement ouvrier et doit commencer une nouvelle, où le meilleur*

des traditions socialistes, communistes, libertaires, guévaristes ou trotskystes, tout comme toutes les dimensions de la lutte contre l'exploitation et l'oppression permettra de dessiner la physionomie du socialisme du XXI^e siècle". Ce parti devra être un "point de rendez vous militant, prolétaire, internationaliste, enraciné dans les opprimés, héritier d'une lutte séculaire et aussi fidèle à la classe des travailleurs que Sarkozy est loyal envers les capitalistes".

Il ne s'agit donc pas, a insisté Besancenot, d'une "LCR bis", d'une simple croissance organique de la LCR, mais bien d'avancer dans la construction d'une formation anticapitaliste beaucoup plus large, d'un type nouveau; *"La Ligue doit devenir un instrument de son propre dépassement"* a déclaré un participant.

La proposition fait l'objet d'une grande attention médiatique et des journaux tel que le Parisien Libéré n'a pas hésité à en parler comme d'un *"projet d'autodissolution de la LCR"*. Or, il n'en est pas du tout question. La LCR ne va pas se "dissoudre" afin de créer ce nouveau parti, elle tentera l'expérience et c'est seulement si cette dernière réussit qu'elle reconsidérera sa forme actuelle au sein de la nouvelle formation politique. La proposition de ce nouveau parti s'adresse à tous et à toutes. Toutes les organisations sont le bienvenues mais la création de la nouvelle formation politique ne dépendra pas d'accords "d'en haut", elle doit avant tout se faire "par et pour ceux d'en bas". Pour l'instant, seules quelques organisations ont entamé le débat avec la LCR sur cette perspective: la fraction publique de Lutte Ouvrière, la Gauche révolutionnaire et Alternative Libertaires, dont des représentants étaient présents à l'Université d'été. ■

Depuis le 16 juin 2007 à 16h36, le Linkspartei.PDS (Parti de Gauche. Parti du Socialisme démocratique) et la WASG (Alternative électorale pour l'Emploi et la Justice sociale) n'existent plus. Après deux années de préparatifs, ils ont fusionné formellement pour créer le nouveau parti Die Linke (La Gauche). Le jour précédent avait lieu les derniers congrès séparés, se prononçant à une large majorité pour l'unification des deux partis. PAR MANUEL KELLNER*

DIE LINKE : un nouveau parti entre espérance et adaptation

Le Linkspartei.PDS, implanté surtout à l'est du pays, apporte 60 000 membres et la WASG à peu près 11 500. Avant le congrès de fusion, les membres des deux partis avaient été appelés à se prononcer pour ou contre l'unification. Dans le Linkspartei.PDS, une large majorité s'était prononcée en faveur. Dans la WASG, c'était bien moins clair: seulement un peu moins de 50 % de ses membres ont participé au vote par correspondance. Et malgré une large majorité au sein cette moitié des membres, ce n'est en fait qu'une minorité qui s'est activement prononcée pour la fusion.

Cela traduit le fait que l'enthousiasme fondateur de 2004 dans les rangs de la WASG a perdu son souffle. Et il est assez probable qu'une partie de ses adhérents ne seront pas membres du nouveau parti Die Linke. Il ne faut pas oublier l'identité et les racines propres de cette jeune organisation dont une partie des militants ressent la fusion comme une colonisation par un parti plus fort en nombre, disposant d'un appareil largement dominant, co-gouvernant avec la fraction commune au Bundestag et au personnel plutôt gestionnaire en ex-RDA.

Succès électoral régional à Brême

Mais depuis les élections régionales dans le petit Land de Brême et depuis que la fusion est ressentie comme donnée établie, il y a un nouvel essor de l'influence et de la dynamique de cette nouvelle Gauche. Revenons d'abord sur les résultats du 13 mai 2007 à Brême.

Les partis au pouvoir y ont perdu respec-



tivement 4,1 % (CDU) et 5,5 % (SPD). L'opposition a quant à elle amélioré son score : les libéraux du FDP un peu, les Verts de 3,6 % pour arriver à 16,4 % (ce qui est beaucoup) et La Gauche (candidature commune du Linkspartei.PDS et de la WASG) gagne spectaculairement 6,7 % pour arriver à 8,4 %. La veille des élections, les sondages ne lui prédisaient que 5 % des voix !

Ce résultat de La Gauche est significatif à plusieurs égards. Il faut se rappeler que vers la fin des années 1970, un succès électoral du parti des Verts précisément à Brême avait annoncé sa percée au niveau fédéral. Et si depuis les deux années d'existence de sa fraction au Bundestag, La Gauche était toujours taxée d'entre 8 % et 10 % dans les sondages, tout le monde savait que l'implantation électorale à l'Est y était pour

beaucoup, tandis que dans de nombreuses régions de l'Ouest, La Gauche (c'est-à-dire le Linkspartei.PDS et la WASG ensemble) restait largement en dessous de la barre des 5 %. Avec des résultats largement au-dessus de cette barre à l'Ouest on peut donc effectivement s'attendre à un nouvel essor électoral.

Le résultat de Brême est aussi significatif quant au contenu de la campagne électorale qui était clairement oppositionnel, tandis que le Linkspartei.PDS, co-gouvernant avec le SPD dans le Land de Berlin, avait perdu presque la moitié de son électorat lors des élections régionales (mais continue à co-gouverner !). Les résultats de Brême ont donc tendance à encourager celles et ceux qui combattent le milérandisme⁽⁴⁾ dans le nouveau parti.

16. Juni DIE LINKE. kommt! WASG /Linkspartei

Les sondages suivant le congrès de fondation confirment la tendance électorale ascendante de La Gauche. Selon l'institut Forsa, le SPD perd 2 points et tombe à 25 %, CDU/CSU perdent un point et tombent à 37 %. La Gauche gagne quant à elle un point pour arriver à 12 %, devenant le parti d'opposition le plus fort, dépassant les libéraux (10 %) et les Verts (10 %). Selon l'institut Emnid, un sondage du 19 juin 2007 donne 36 % au CDU/CSU et 28 % au SPD, La Gauche aurait même 13 % et donc 3 points de plus que le FDP libéral et le parti des Verts respectivement.

Perspectives de croissance

Un autre sondage indique de façon beaucoup plus spectaculaire que 25 % de l'électorat allemand "pourrait s'imaginer" d'opter pour La Gauche ! Mais il n'y a pas seulement l'aspect électorale. D'après encore un autre sondage, 10 % des membres du SPD (il ne lui reste plus qu'un peu plus d'un demi-million) "pourraient s'imaginer" de quitter leur parti pour rejoindre La Gauche.

Et si le SPD est soumis à une érosion de son influence dans le monde syndical, c'est bien Die Linke qui en profite. Un nombre considérable de militants syndicaux mais aussi une partie des responsables et même des permanents, commence à se tourner vers La Gauche. Même une partie des directions syndicales au niveau fédéral commence à traiter La Gauche au moins comme un deuxième interlocuteur au niveau politique. Tout cela n'est pas acquis mais c'est une tendance réelle confirmée par l'expérience de nos militants syndicaux, surtout dans la métallurgie (IG Metall) et

dans le syndicat des services (Ver.di).

Donc si une partie des membres de l'ex-WASG (2.000 ? 3.000 ?) ne se retrouvera probablement pas au sein du nouveau parti unifié, on peut en même temps s'attendre à un certain afflux de nouveaux membres, en majorité d'origine social-démocrate. Qu'est-ce que cela signifie pour l'évolution du parti et plus précisément pour les tendances clairement anticapitalistes dans le parti ? C'est une question ouverte car il y a des éléments contradictoires à prendre en compte. Il y aura certainement des gens attirés par la perspective de carrière, surtout au niveau des mandats communaux et régionaux. La routine parlementaire à ces niveaux risque de renforcer les tendances à l'adaptation du parti. D'autre part, cet afflux de membres traduira une avancée de conscience politique vers la gauche, et donc "le combat pour les têtes" de ces nouveaux membres n'est pas perdu d'avance pour les tendances anticapitalistes conséquentes. Et ce combat n'est donc pas perdu d'avance pour nous qui opposons une stratégie de revendications transitoires à la perspective néokeynésienne dominante dans le parti mais irréaliste dans le cadre du capitalisme contemporain.

Remobilisations

Beaucoup dépendra, comme toujours, du climat social, des mobilisations et du développement de la lutte de classes. La mobilisation contre le sommet du G8 a été un succès indéniable et avec cela il y a probablement - toute proportion gardée - une partie des nouvelles générations jeunes attirée par des perspectives anticapitalistes radicales. Mais il y a aussi un

renouveau de la lutte défensive des salariés, comme le montrent symboliquement plusieurs semaines de grève des travailleuses et travailleurs de Telekom, menacés doublement par un abaissement nominal drastique de leur salaire et une augmentation des heures de travail non payées. Pour la première fois depuis longtemps, les jours de grève par an montent en flèche en Allemagne. Ajoutons à cela qu'une majorité de la population allemande (tout au moins dans les sondages) se prononce contre l'engagement "en dehors des frontières" de la Bundeswehr (l'armée allemande) qui, du moins d'après la Grundgesetz (la Constitution de l'Allemagne), n'a d'autre mission que celle de la défense du pays contre d'éventuels assaillants.

L'écœurement à cause des politiques néolibérales dures, des offensives patronales insolentes, des mesures d'austérité antisociales féroces et des orgies de privatisations déchaînées, pourrait en partie s'articuler de façon positive, en se référant à la fois au nouveau parti La Gauche mais aussi en créant des ouvertures aux pensées politiques radicales, incluant le marxisme ainsi que les idées stratégiques socialistes allant d'un réformisme radical à un "réalisme révolutionnaire" à la Rosa Luxemburg.

En même temps, il y a toujours un grand risque de voir retomber les participants aux mouvements de protestation et aux mouvements défensifs dans la résignation. Car ils ne peuvent pas gagner. Soit ils perdent, soit ils sont assujettis à de mauvais compromis qui contribuent à affaiblir encore le salariat et ses alliés proches. Aujourd'hui, une vraie lutte de classes, une mobilisation de millions incluant des grèves de masse et une auto-organisation active et démocratique au sein d'une telle mobilisation seraient nécessaires pour inverser les rapports de force et pour imposer à la fois la fin des offensives néolibérales et patronales et la réalisation de nouveaux acquis. En même temps, un tel mouvement remettrait à l'ordre du jour des perspectives de transgression du système capitaliste. Personne ne peut prédire s'il y aura une telle mobilisation dans les prochaines années.

Le discours radical et ses limites

Au niveau politique partidaire, de toute façon, pour le moment, une attitude radicale paye. Et c'est surtout Oskar Lafontaine avec son instinct de politicien bien développé qui l'a compris et qui, mieux que tous les dirigeants au sommet du nouveau parti La Gauche, se sert donc d'une rhétorique fortement rebelle et radicale, le situant à l'extrême gauche et peut-être même au delà de ce qu'on pourrait appeler le cadre accepté officiellement par le monde politique établi en Allemagne.

C'est pourquoi Oskar Lafontaine, à la fin de son discours au congrès fondateur de La Gauche à Berlin, insiste sur la nécessité d'être - ou de devenir ! - "crédible". C'est une manière diplomatique de dire qu'il n'est pas d'accord avec la politique de co-gouvernance dans le Land de Berlin, où le PDS - et aujourd'hui Die Linke - participe en position subalterne à la gestion néolibérale du SPD. Il comprend bien que cette politique pourrait porter atteinte à l'essor électoral de La Gauche. Mais il faut dire aussi que cela n'empêche pas ce même Oskar Lafontaine de se prononcer pour une éventuelle coalition future avec le SPD (et peut-être les Verts) au niveau fédéral, peut-être même dès 2009 ! Bien entendu, il ajoute toujours que pour cela, le SPD aurait "à changer". Ce serait son triomphe personnel contre la génération actuelle des dirigeants du SPD qui le traitent en paria depuis sa démission en tant que ministre et chef du parti et qui, maintenant, sont très nerveux et ne trouvent pas d'issue entre leur rôle inconfortable de partenaire junior des chrétiens conservateurs et la pression croissante à leur gauche. Mais en quoi le SPD changerait-il ? Et qui, le cas échéant d'une majorité arithmétique à la gauche des conservateurs chrétiens et des libéraux en 2009, aura le pouvoir de fixer le diagnostic et de proclamer "suffisant" son changement ? Probablement Oskar Lafontaine, habile politicien et communicateur brillant.

Le combat d'ISL

En tant qu'ISL (Gauche socialiste internationale - une des deux organisations de la IVe Internationale en Allemagne) nous

participons à la construction du nouveau parti de La Gauche. Un de nos membres, Thies Gleiss, a été élu à la direction fédérale au congrès de fondation. Un autre, Wolfgang Zimmermann, est porte-parole du parti en Rhénanie-Westphalie. Il y en a quelques autres qui ont des fonctions de responsable au niveau régional ou local, notamment Hermann Dierkes qui dirige la fraction de La Gauche au parlement communal de Duisburg. Nous sommes décidés de participer à la construction de ce parti sans abandonner nos convictions marxistes-révolutionnaires.

Cela signifie que nous nous battons pour une majorité anti-millérandiste et en même temps nous participons à la tendance "Antikapitalistische Linke" au sein du parti. Nous nous efforçons également



à encourager un débat stratégique à long terme pour faire comprendre la nécessité de remettre en question le système, ne serait-ce que pour pouvoir défendre de façon conséquente les intérêts des salariés et des laissés-pour-compte. A cette fin, nous soutenons SALZ e.V., une association pour la formation politique proche du WASG. Et à un autre niveau nous participons au "Dialogue marxiste" qui, à la deuxième Conférence Marxiste du 20 au 22 avril 2007, a réuni 700 personnes à Berlin. Durant cette conférence, une coordination plurielle stable a été créée pour continuer ce dialogue et appelle à une première rencontre après le congrès à Berlin, le 13 octobre 2007, à l'occasion du 90e anniversaire de la révolution d'octobre ainsi que du livre sur "L'État et la Révolution" de Lénine.

Certes, les milieux de la gauche révolu-

tionnaire et radicale ressentent pour le moment un effet d'émiettement et de décomposition, lié d'une certaine manière au succès de la Gauche qui risque à sa façon de les marginaliser encore davantage. Une partie de ces milieux était toujours ou se retrouve maintenant en dehors du parti. A Berlin, la BASG - succession à la WASG rebelle de Berlin, qui s'est présentée aux élections régionales contre le PDS et contre l'avis de la majorité de la direction nationale - ne participe pas à La Gauche et continue à lutter sous de nouvelles formes contre sa politique de co-gouvernance. Tout comme notre camarade Angela Klein à Berlin, nous soutenons cette démarche.

Ensemble avec d'autres, nous appelons à une rencontre de courants et d'individus à sensibilité anticapitaliste conséquente "au sein et en dehors" du nouveau parti le 14 octobre 2007 à Berlin. C'est pour discuter d'un premier bilan de la fusion ainsi que d'activités communes au niveau d'actions extraparlimentaires, du travail de formation et de la création éventuelle d'une coordination durable des forces et des individus qui, en Allemagne, veulent, au lieu du système capitaliste, une économie solidaire, une démocratie socialiste. ■

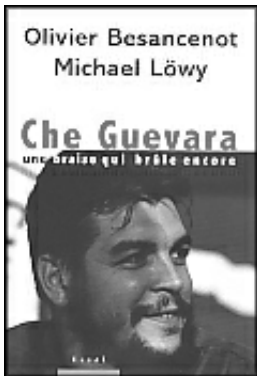
** Manuel Kellner est membre de la coordination de la ISL (Gauche socialiste internationale), une des deux fractions publiques de la IVe Internationale en Allemagne, et membre du nouveau parti Die Linke (La Gauche) à Cologne. Il est aussi directeur pédagogique de l'association de formation SALZ e.V. opérant au niveau fédéral, reconnue comme "proche du WASG" en Rhénanie du Nord-Westphalie, qui demande actuellement la reconnaissance officielle par le nouveau parti Die Linke. Cet article a été publié dans Inprecor n° 528/529 de juin-juillet 2007.*

(1) Du nom d'Alexandre Millerand (1859-1943), avocat et journaliste, élu député socialiste de la Seine en 1885. Son entrée au gouvernement de Pierre Waldeck-Rousseau en 1899 suscite la désapprobation de Rosa Luxemburg et de Jules Guesde. Il évoluera de plus en plus à droite et, en 1914, crée la Ligue républicaine nationale qui soutient la guerre impérialiste. Il remplacera Georges Clemenceau à la présidence du Conseil en janvier 1920 puis sera élu Président de la République (septembre 1920).

Quarante ans après sa mort, le Che demeure un signe de ralliement pour de nombreux jeunes en révolte contre le désordre barbare du monde. Nos camarades de la LCR française Michael Löwy (sociologue, auteur de nombreux essais) et Olivier Besancenot viennent de consacrer un ouvrage à sa pensée politique et à l'actualité de son combat, dans le livre "Guevara, une braise qui brûle encore" (Mille et une nuits - Fayard), paru le 24 septembre. Nous publions ici des extraits de l'introduction.

Un livre d'Olivier Besancenot et Michael Löwy

La flamme du CHE



"Ernesto Guevara de la Serna, médecin argentin devenu ministre de l'Industrie à Cuba, est tombé en combattant la dictature militaire en Bolivie le 8 octobre 1967. Il existe déjà un bon nombre de biographies sur la vie du Che. Nous, nous avons fait

le choix de nous intéresser aux idées, aux valeurs, aux analyses, aux propositions, aux rêves de l'homme. Certes, il était un combattant qui maniait avec autant d'aisance la plume que le fusil: mais pour quelle cause se battait-il ? Comment concevait-il la lutte des peuples d'Amérique latine et du monde entier pour leur libération ? Quelle image avait-il du socialisme, de "l'homme nouveau", de la société enfin émancipée du cauchemar capitaliste ? Voilà les questions qui nous occupent dans ce livre, sans avoir la prétention de livrer la réponse.

Ernesto "Che" Guevara n'était ni un saint, ni un surhomme, ni un chef infaillible: il était un homme comme les autres, avec ses forces et ses faiblesses, ses lucidités et ses aveuglements, ses erreurs et ses maladroites. Mais il avait cette qualité rare chez les acteurs de la scène politique: la cohérence entre les paroles et les actes, les idées et les pratiques, la pensée et l'action. De ce point de vue, il était exceptionnel, et cette singularité est pour beaucoup dans l'attraction qu'il exerce, encore aujourd'hui, sur de nombreuses personnes -notamment jeunes- à travers le monde.

Adversaire irréconciliable de l'impérialisme -machine à broyer les peuples- et

du capitalisme -système intrinsèquement pervers-, Guevara était un révolutionnaire marxiste. Son marxisme, fruit de ses lectures un peu improvisées, de ses rencontres et de son expérience, ne se laisse enfermer dans aucun des tiroirs habituels. À partir des années 1950, il n'eut de cesse d'approfondir sa réflexion politique, de développer une approche qui lui était propre, à laquelle mirent fin prématurément les assassins de la dictature bolivienne. Nous allons essayer de saisir le mouvement, l'évolution de sa pensée politique.

A lire également sur le Che

Le Cahier de formation marxiste N°2 de la LCR sur le "Che Guevara" 2007, 46 pages.

Sommaire :

- L'exemple de "Che" Guevara inspirera des millions de militants de par le monde. Par Ernest Mandel
- **Qui était Che Guevara? Che Guevara pour aujourd'hui.** Par Ataulfo Riera
- **Le grand débat économique.** Par Ernest Mandel
- **Ni décalque, ni copie: Che Guevara, ou la recherche d'un nouveau socialisme.** Par Michaël Löwy
- **Le combat internationaliste et antibureaucratique du Che.** Par Antonio Moscato
- **L'étincelle qui ne s'éteint pas.** Par Michaël Löwy
- **Che Guevara : De l'éthique dans le combat politique.** Par Janette Habel

Versez 3 euros sur le compte de la Formation Léon Leseol : 001-0728451-57 + mention du (des) titre(s) et écrire à info@sap-pos.org



Nous, les auteurs de ce livre, appartenons à deux générations distinctes, et nous avons des lectures, des interprétations, des approches différentes de l'œuvre du Che; mais nos démarches, loin d'être contradictoires, se sont révélées compatibles, complémentaires et convergentes. Le résultat de notre travail n'est pas un "manuel de guévarisme", ni une systématisation imaginaire d'une œuvre peu systématique, en perpétuel changement, mais avant tout un essai, une tentative de mettre en évidence l'apport d'Ernesto "Che" Guevara au socialisme du xxi^e siècle. [...]

Dans le débat sur le socialisme au XXI^e siècle, qui se développe avec une énergie croissante, non seulement au Venezuela, mais dans toute l'Amérique latine et au-delà, l'héritage du marxisme humaniste et révolutionnaire du Che est une des grandes références morales et politiques. La quête d'un socialisme réhabilité n'est pas le rêve d'une poignée d'irréductibles. Elle a ceci d'utopique qu'elle se projette dans l'avenir pour essayer d'imaginer, demain, à quoi pourrait ressembler une société alternative au capitalisme. [...]

De nouveaux cycles politiques approchent. Les révolutionnaires d'aujourd'hui les abordent avec leur part de doute légitime, mais aussi avec des convictions assumées. Le rouge et le noir du drapeau de Guevara résistent mieux que d'autres couleurs aux bouleversements en cours et à l'air du temps. Pour le Che, le socialisme n'était pas un projet de société "clé en main"; le combat pour renverser le capitalisme devait être ressenti par chacun comme une urgence personnelle. Une urgence plus que jamais d'actualité. ■



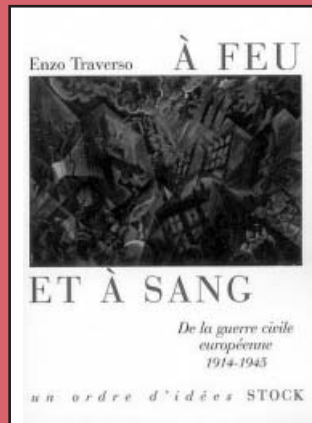
Au cours du week-end du 7 au 9 septembre s'est tenu à Oostulkerke l'Ecole d'été de la Formation Léon Lesoll. Plus d'une soixantaine de participant/es au total ont suivis les débats sur les droits syndicaux aujourd'hui, la situation en Amérique latine et au Venezuela, la stratégie révolutionnaire et les nouveaux partis larges, la situation au Philippines et sur la campagne « Changer le monde, pas le climat » que lance actuellement LCR.



Bouquinages

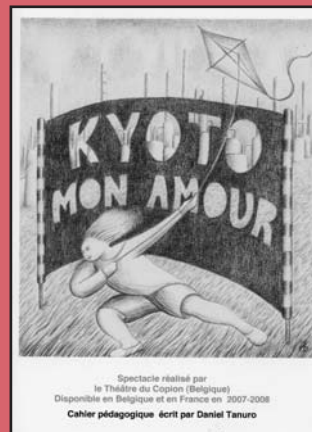
“A feu et à sang - De la guerre civile européenne 1914-1945” par Enzo Traverso, Stock, Paris 2007, 20,99 euros

Le dernier livre d'Enzo Traverso analyse l'Europe dans la première moitié du XXème siècle, époque de guerres, destructions, révolutions. L'auteur utilise la notion de " guerre civile européenne " pour rendre compte de la combinaison de guerre totale, sans lois ni limites, de guerres civiles locales et de génocides. Cette approche, globalisante, enrichit incontestablement la recherche et la compréhension de notre histoire. " Ces actes horribles, que rien au monde ne pourrait justifier, demandent une explication ". Penser la complexité pour rendre possible le dépassement radical de notre société. Essayer de saisir les totalités pour élaborer des chemins de traverse pour une réelle émancipation tant collective qu'individuelle. Juste des images, des réflexions et des citations. Deux parties " Passages à l'acte " et " Cultures de guerre " délimitent les champs d'appréhension de la réalité de cette moitié de siècle. Alors que le sentiment existait en Europe, hors Russie, d'appartenir à une même civilisation et de partager les mêmes valeurs, dans l'espace extra-européen, conçu comme espace ouvert à la colonisation, la violence pouvait se déployer sans limite et sans règle. Le déchaînement de la violence dans la première guerre mondiale ne vient donc pas du néant. L'extension des méthodes et des pratiques de la guerre de tranchée s'est trans-



férée au sein de la société civile en " brutalisant le langage et les formes du combat ". La seconde guerre mondiale combine guerre d'autodéfense et de libération nationale contre la domination allemande, la résistance prenant aussi les traits d'une guerre civile.

Le livre d'E. Traverso, riche synthèse en ce début de nouveau siècle, trace des visions multiformes propres à éclairer nos réflexions vers l'avant. L'intransigeance envers les totalitarismes passe aussi par la réhabilitation des victimes, de toutes les victimes, par la critique des armes, des fins et des moyens... ■



“Kyoto mon amour” Cahier pédagogique écrit par Daniel Tanuro, 3 euros.

Voici un cahier d'une soixantaine de page fort utile pour s'initier de manière claire et pédagogique au défi du changement climatique, dans ses dimensions scientifiques, environnementales, sociales et politiques. Rédigé par notre collaborateur Daniel Tanuro, ce cahier sert de support au spectacle "Kyoto mon amour" réalisé par le Théâtre du Copion de La Louvière. Vous pouvez vous procurer cette brochure très utile au prix de 3 euros en écrivant au Théâtre du Copion, 112 Avenue Goblet à 7331 Baudour, 065/64.35.31, theatreducopion@skynet.be. ■

Un nouveau site internet et une nouvelle périodicité pour La Gauche

La diffusion des idées anticapitalistes a toujours été un défi. Principal outil traditionnel pour ce faire, le journal d'une organisation révolutionnaire - surtout s'il est réalisé, comme c'est le cas pour La Gauche, de manière militante et bénévole, sans publicités ni subsides - relève d'un tel défi permanent. Et c'est d'autant plus vrai à l'heure où internet offre une multitude de possibilités nouvelles, mais également une concurrence certaine pour la diffusion des idées sur un support " papier ".

Après avoir réfléchi à nos instruments d'information, à leurs impacts respectifs, à nos moyens et priorités, la LCR a décidé de réorganiser sa "presse" afin de concentrer ses forces autour de la réalisation et de l'animation d'un nouveau site internet. C'est désormais chose faite depuis le mois de juin dernier avec le site www.lcr-lagauche.be, qui constitue un net progrès par rapport à l'ancienne formule, tant par sa présentation plus agréable et moderne que par son contenu..

Ce site comprend actuellement plusieurs centaines de textes regroupés sous des rubriques clairement définies. Ainsi, la rubrique "Théorie" comprend plusieurs sous-sections consacrées à la théorie marxiste, à la formation et au débat. La rubrique "Histoire" rassemble des d'articles sur les principaux - ou moins connus - événements révolutionnaires du passé, ainsi que sur les luttes sociales qui ont marqué le mouvement ouvrier belge ou international. Une rubrique spécifique se consacre d'ailleurs aux questions historiques en Belgique tandis qu'une autre est dédiée aux biographies de militant/es et de théoriciens marxistes ou autres marquants. Une mine d'or d'information et d'analyses!

Comme pour notre journal La Gauche où elles sont traitées régulièrement et en priorité, le site consacre également une importante section aux questions écologiques et une seconde aux luttes et analystes féministes. Sans oublier les rubriques consacrées à l'actualité politique et sociale belge et internationale (traitées en priorité sur " La Une ", à la jeunesse, au mouvement altermondialiste, etc.. Site militant, il offre enfin une très large vue sur les propositions, les réflexions et les actions de la LCR et de la IVe Internationale avec des rubriques reprenant les communiqués, les tracts et les textes de congrès de notre courant. Mais aussi sur le matériel réalisé, avec une section " E-Shop ".

Le site continuera à être considérablement enrichi dans les mois à venir - notamment par des contributions audiovisuelles - et sera régulièrement actualisé dans le but d'en faire un instrument de qualité, utile pour ceux et celles qui veulent " comprendre le monde pour le changer ". Nous vous invitons donc à le consulter régulièrement et à le faire connaître autour de vous.

Par ailleurs, l'importance et la nécessité d'un journal " papier " reste toujours d'actualité mais doit désormais s'articuler avec la diffusion sur " la toile ". Ne serait-ce que parce qu'il reste un outil adapté pour les interventions militantes dans les activités publiques et les manifestations, mais aussi en direction de ceux et celles qui n'ont pas de connexion internet. C'est pourquoi nous avons décidé de maintenir la publication de La Gauche, mais en modifiant sa périodicité en passant d'un mensuel à un bimestriel. Tout en gardant le format habituel et la plupart des rubriques, ce changement de périodicité nous permettra de mieux concentrer nos moyens et de soigner le contenu en offrant une pagination plus élevée pour des analyses et des dossiers plus fouillés. Nous espérons ainsi atteindre à terme une complémentarité entre notre journal et notre site internet. Vos suggestions, remarques et contribution sont les bienvenues ! ■

sommaire

■ EDITO	
Préparer la riposte	3
■ ECO-LOGIQUE	
Les mécanismes du marché et le climat	4
La LCR en campagne	8
■ REBELLES	
Gender Mainstreaming	9
■ POLITIQUE	
Quand les gouvernants ne peuvent plus...	10
Un appel pour sauver la solidarité	13
■ IV ^e INTERNATIONALE	
Un camp de jeunes indispensables	14
■ INTERNATIONAL	
Venezuela: Constitution socialiste	16
Liban: Interview avec A.Fayad (Hezbollah)	20
Liban: Interview avec Camile Dagher (IV ^e)	22
■ DOSSIER RECOMPOSITION A GAUCHE	
Recomposition politique et stratégie	24
Lode Van Outrive: On peut oublier le CAP	28
France: Défi du nouveau parti	30
Allemagne: naissance de Die Linke	31
■ MEMOIRE	
La flamme du Che	34
■ ARRÊT SUR IMAGE	35
BOUQUINAGES	35



www.lcr-lagauche.be

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE.** **la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT.** Le débat au centre... de **la gauche**. Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, ex-POS) et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de cette dernière.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.